

PROCHE-ORIENT

Liban

Le problème palestinien et la coopération euro-arabe ont été au centre des entretiens de M. Sauvagnargues à Beyrouth

De notre correspondant

Beyrouth. — C'est dans une atmosphère de plus en plus amicale que s'est poursuivie le séjour de M. Jean Sauvagnargues au Liban. Le ministre français des affaires étrangères a eu dimanche deux séances de travail avec son homologue libanais, M. Fouad Naffah, et a été, le même jour, photo à déjeuner du chef de l'Etat, M. Frangie, avant d'être reçu dans l'après-midi au siège patriarcal maronite de Bkerké. La rencontre entre M. Sauvagnargues et M. Arafat a eu lieu, d'autre part, ce lundi matin 21 octobre, à la résidence des Pins de l'ambassadeur de France, où le ministre des affaires étrangères et le leader de l'O.L.P. ont eu leur petit déjeuner. Le chef de la diplomatie française qualifie lundi soir Beyrouth pour Amman.

Les milieux libanais et palestiniens se félicitent de la « méthode » suivie par le ministre français pour exposer le point de vue de son gouvernement. C'est à travers une vision globale du conflit du Proche-Orient qu'il a proposé de jeter les bases d'une coopération nouvelle entre la Communauté européenne et les pays membres de la Ligue arabe. Le hasard a voulu que les conseils de ces deux organismes soient actuellement présidés respectivement par le chef de la diplomatie française et par le ministre libanais des affaires étrangères.

Dans cette perspective, le Liban continuera certes à être pour la France « un cas unique et passionnant », imprégné par « la pensée libérale européenne avec le support de la langue française », comme l'a souligné M. Sauvagnargues samedi soir au cours du dîner offert en son honneur par le ministre libanais des affaires étrangères. Néanmoins, l'aide que le Liban s'estime en droit d'attendre désormais de la puissance européenne amène à envisager une partie intégrante des relations euro-palestiniennes. Les deux pays ont d'autre part envisagé une stratégie d'approche du problème palestinien qui devrait leur permettre de coordonner leurs démarches aux Nations unies quand sera débattue cette question. Que, par le biais de celle-ci, la France ait pu relancer sa politique arabe, voilà qui devrait inciter les Libanais, concernés à plus d'un titre, à assumer cette même cause auprès des instances des Nations unies et de la Communauté européenne, surtout en joignant leurs efforts à ceux du gouvernement de Paris pour l'instauration d'une paix

M. BOUMEDIENE ENVISAGE DE CONVOQUER UNE CONFERENCE ARABE « AU SOMMET » SUR L'ENERGIE

Le Caire (A.F.P.). — Le président Boumediène annonce, dans la seconde partie d'une interview qu'il a publiée, samedi 19 octobre, le quotidien algérien *Al-Ahram* (1), qu'il envisage de convoquer une conférence « au sommet » arabe « non conventionnelle », pour élaborer un programme de développement du monde arabe dans son ensemble, à partir de l'énergie.

« L'énergie a créé dans le monde un fait nouveau », souligne le chef de l'Etat algérien, mais ce fait pourrait être pour les Arabes une catastrophe si nous n'exploitons pas l'énergie convenablement et d'une manière opportune. »

Évoquant la question palestinienne, M. Boumediène déclare : « Si le roi Hussein nous demande de choisir entre la Jordanie et la révolution palestinienne, nous choisirons sans hésitation et sans aucune réserve la révolution palestinienne. »

Au sujet de la conférence de Genève, M. Boumediène ajoute : « Nous devons faire en sorte d'être toujours en position de force. Nous sommes les seuls à détenir la solution du problème du Proche-Orient. L'Iraq et les Etats-Unis se trouvent dans une impasse. Il existe effectivement une possibilité de solution, non seulement acceptable pour les Arabes, mais relativement honorable. »

« Nous (les Arabes et le tiers-monde) sommes aujourd'hui en mesure de traiter d'égal à égal avec les grandes puissances, sans complexes, sans susceptibilités et sur la base des intérêts mutuels », a encore affirmé M. Boumediène. A ce propos, le président algérien estime que le « changement d'attitude des Etats-Unis est tactique et non stratégique » : que l'Union soviétique « est une amie admissible, quelle que soient les divergences de vues sur certaines questions ».

(1) La première partie a été publiée dans *Le Monde* du 20-21 octobre.

Egypte

LA VISITE DE L'EMIR DU KOWEIT ILLUSTRE LA COOPERATION ETROITE ENTRE LE CAIRE ET LES MONARCHIES PETROLIERES.

(De notre correspondant.)

Le Caire. — La visite d'Etat que l'émir Sabah du Koweït a effectuée au Caire du 19 au 21 octobre illustre le développement spectaculaire de la coopération politique et économique entre l'Egypte et les monarchies pétrolières du golfe Persique. L'émir Sabah, qui avait déjà effectué une visite officielle au Caire avant la guerre d'octobre (le 10 novembre 1973), se trouve à la tête du pays qui, proportionnellement à ses ressources, accorde sans doute l'aide financière la plus importante à l'Egypte. La véritable démocratie parlementaire qui fonctionne au Koweït permet en outre aux éléments d'origine palestinienne, particulièrement actifs dans le secteur de la presse, de jouer un rôle d'aiguillon en faveur de l'aide aux pays arabes du champ de bataille, plus du financement d'achats d'armes soviétiques pour plusieurs centaines de millions de dollars, de la participation à la réalisation de l'oléoduc Suez-Alexandrie et à divers autres projets. Le Koweït a envoyé sur le front du canal un contingent de plusieurs centaines de soldats pendant la guerre d'octobre, contingent qu'il vient seulement de rapatrier. En contrepartie, l'Egypte fournit des cadres, des armes et l'argent du pétrole à l'émir Sabah et le président Sadate.

Sur le plan politique également, la détente reste en vogue. En tout cas, elle se porte bien sinon mieux. En moins de quarante-huit heures, les obstacles à la coopération soviéto-américaine ont été surmontés au prix de concessions réciproques. Intervenant immédiatement après le compromis sur l'émigration des Juifs soviétiques, l'accord soviéto-américain sur les livraisons de céréales illustre bien le désir des deux camps de régler à l'amiable leurs divergences au mieux de leurs intérêts. En échange de livraisons américaines (2 200 000 tonnes, dont 1 200 000 tonnes de blé et 1 million de tonnes de maïs), les Soviétiques ne cherchent pas à accéder davantage de céréales américaines cette année. En plus de cette limitation de leurs achats (pendant les dernières années, ils ont importé annuellement 3 millions de tonnes de maïs pour nourrir leur cheptel, et les deux accords récemment conclus sur pression de la Maison Blanche portant sur 24 millions de tonnes), les Soviétiques sont disposés à négocier une formule per-

DIPLOMATIE

APRÈS L'ACCORD SUR L'EMIGRATION ET LES CEREALES

Un nouveau départ de la détente soviéto-américaine ?

De notre correspondant

Washington. — A en croire la page féminine du *New York Times*, la détente reste en vogue dans les magazines de mode comme chez les coiffeurs. Après le succès des bottes, des blouses paysannes et autres *roubachki*, voici la nouvelle coupe de cheveux baptisée *crêpe en boucles*, soit mis en ondulations serrées et verticales tenues par de longues barrettes pour laquelle le maquillage recommandé est : sourcils fins, paupières en bords, bouche étroite en forme d'arc. Mais l'effet général, dit-on, évoque davantage la Russie des tsars que celle des soviets. Néanmoins, les vicissitudes de la politique de détente n'ont apparemment pas affecté le goût, et parfois même la mode, des Américains pour tout ce qui est russe, ni en Union soviétique l'engouement pour les blue-jeans, la pop music, le *jeek* qui désigne la base toutes les danses occidentales.

Sur le plan politique également, la détente reste en vogue. En tout cas, elle se porte bien sinon mieux. En moins de quarante-huit heures, les obstacles à la coopération soviéto-américaine ont été surmontés au prix de concessions réciproques. Intervenant immédiatement après le compromis sur l'émigration des Juifs soviétiques, l'accord soviéto-américain sur les livraisons de céréales illustre bien le désir des deux camps de régler à l'amiable leurs divergences au mieux de leurs intérêts. En échange de livraisons américaines (2 200 000 tonnes, dont 1 200 000 tonnes de blé et 1 million de tonnes de maïs), les Soviétiques ne cherchent pas à accéder davantage de céréales américaines cette année. En plus de cette limitation de leurs achats (pendant les dernières années, ils ont importé annuellement 3 millions de tonnes de maïs pour nourrir leur cheptel, et les deux accords récemment conclus sur pression de la Maison Blanche portant sur 24 millions de tonnes), les Soviétiques sont disposés à négocier une formule per-

mettant d'informer à l'avance les Etats-Unis et leurs autres grands fournisseurs de leurs besoins céréalières. C'est à une concession non négligeable, compte tenu de l'aplitude des Soviétiques à utiliser à leur profit les mécanismes de la libre entreprise capitaliste. Dans ce contexte, la plupart des observateurs et des milieux diplomatiques parient d'une véritable relance de la détente. Certains estiment même que les besoins impératifs de l'Union soviétique en céréales et en technologie l'amèneront à d'autres assouplissements sur les divers fronts de la négociation Est-Ouest. D'autres s'insistent de ce que, grisé par leur succès, le sénateur Jackson et ses amis du Congrès s'efforcent de relever le « prix » de la détente à un niveau qui risque un jour d'être inaccessible aux Soviétiques. L'éditorial du *New York Times*, faisant référence à l'amendement Jackson, écrit : « De tels efforts d'intervention dans les affaires intérieures d'autres pays peuvent être aussi nuisibles qu'ils sont utiles, de même que les initiatives subordonnées à une législation économique à des considérations politiques. » Il est certain que le recul de la Maison Blanche face à l'influence grandissante du Congrès dans la direction de la politique étrangère a de quoi préoccuper M. Kissinger, qui dit-on, n'apprécierait pas la forte tendance aux compromis acquiescés par le président Ford au cours de ses années au Capitole.

Dans l'immédiat, on se demande si le bon climat retrouvé des relations soviéto-américaines favorisera cette semaine M. Kissinger au cours de sa visite à Moscou. Le secrétaire d'Etat apporterait en effet des offres ponctuelles pour faire sortir de l'impasse la négociation nucléaire. Il s'agit toujours, dit-on, de stabiliser la « compétition » nucléaire, en laissant à chaque camp les avantages qu'il défend dans le cadre d'une égalité globale et en ralentissant

et limitant le développement de nouvelles armes. Poursuivant de objectifs plus modestes (il n'est plus question d'arriver à un accord permanent mais simplement d'écarter, ces propositions auraient de meilleures chances d'être acceptées. Elles prévoient essentiellement : maintien de l'avantage des Soviétiques dans le nombre et les dimensions de leurs engins lancés à partir de bases terrestres, avantage équilibré par la supériorité numérique des Américains en bombardiers et en MIRV (fusées à têtes multiples) ; limitation mais non interdiction du développement de nouvelles armes ; limitation du nombre de gros engins en mesure de porter les MIRV (indirectement, un contrôle des MIRV et l'établissement immédiat d'un plafond pour l'ensemble des forces) ; enfin, exclusion de l'accord éventuel des forces nucléaires américaines stationnées en Europe et sur son pourtour, ainsi que des missiles soviétiques à moyen rayon d'action stationnés en Europe.

Les milieux diplomatiques ne manifestent pas d'optimisme exagéré quant aux chances d'aboutir à un accord, étant données les divergences de vues confirmées des deux puissances sur divers points fondamentaux, et notamment sur le nombre des forces à inclure dans le décompte général. En particulier, Washington ne veut considérer que les forces stationnées en Union soviétique et aux Etats-Unis, alors que Moscou veut toujours qu'il soit tenu compte des bombardiers américains porteurs d'armes nucléaires basés en Europe.

HENRI PIERRE.

ISRAËL ESPÈRE ACCUEILLIR LA GRANDE MAJORITÉ DES ÉMIGRANTS VENANT D'U.R.S.S.

Le ministre israélien de l'intégration des immigrants, M. Schlomo Rosen, a déclaré, samedi 19 octobre à la radio israélienne, qu'après que le sénateur Jack Jacobs a obtenu pour les Juifs d'U.R.S.S. la possibilité d'émigrer librement, Israël se prépare à une immigration massive.

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — A un moment où les perspectives politiques et militaires n'ont jamais paru aussi peu rassurantes, la nouvelle de l'accord permettant l'émigration annuelle de soixante mille Juifs de l'Union soviétique a provoqué une joie à laquelle les Israéliens semblent avoir quelque peine à croire.

Israël, qui est pour beaucoup de ses habitants — surtout depuis le dernier vote de l'Assemblée générale sur les Palestiniens — une espèce de camp retranché dans un univers hostile, s'approprie à nouveau le flot de nouveaux immigrants comme on accueille des renforts sur un front menacé.

Une profonde reconnaissance monte de tout le pays vers le sénateur Jackson, qui a mené, longtemps seul, et parfois sans les encouragements des dirigeants officiels d'Israël et du mouvement sioniste, qui ne voulaient pas indisposer l'administration américaine, une lutte opiniâtre, afin que soit accordé aux Juifs soviétiques le droit d'émigrer.

C'est, pense-t-on ici, dans les délais les plus courts, peut-être dans les prochaines semaines, que les portes de l'Union soviétique vont s'ouvrir plus largement. On ne voit pas à Jérusalem que la totalité des soixante mille Juifs qui seraient autorisés à partir chaque année voudront venir en Israël, mais on est persuadé que la grande majorité choisira l'Etat juif comme destination, après l'escale de Vienne.

M. Pinhas Sapir, président de l'Association sioniste mondiale, chef des services d'immigration et ancien ministre des finances, a déjà chiffré l'opération : chaque des vingt mille familles qu'Israël accueillera annuellement coûtera plus de 60 000 dollars pour son transport, son logement et son intégration économique et sociale. Il a donné ces chiffres avant de prendre l'avion afin de réclamer aux Juifs d'Europe, d'Amérique et d'Afrique du Sud leur contribution financière à la vaste entreprise qui va s'engager. Dimanche prochain, le conseil des ministres sera essentiellement consacré à la mise au point d'un plan de construction de plusieurs milliers de logements et de création de complexes industriels.

Selon les chiffres en possession de l'association sioniste, près de cent soixante-dix mille Juifs d'Union soviétique ont déposé des demandes de visa de sortie. Ce nombre pourrait être très largement dépassé après l'accord Jackson-Kissinger, qui implique la suspension de toutes les mesures de rétorsion (suppression d'emplois, notamment) qui étaient jusqu'à présent infligées à toute personne demandant l'autorisation d'émigrer.

ANDRÉ SCÉMAHA.



مكتبة الامم المتحدة

سكوت الاموال

DIPLOMATIE

La visite à Paris de M. Trudeau

M. Trudeau, premier ministre du Canada, accompagné de Mme Trudeau et de dix-huit conseillers, est arrivé à Paris le lundi 21 octobre à 9 h. 30 pour une visite officielle de deux jours. Venant de la base militaire canadienne de Lahr, en Allemagne fédérale, M. Trudeau, qui est reçu avec le protocole réservé aux chefs d'Etat, aura ce lundi après-midi un premier entretien avec M. Giscard d'Estaing, suivi d'un dîner à l'Elysée, et un second mardi, précédé d'un déjeuner à l'ambassade du Canada. Le premier ministre canadien aura également deux entretiens avec M. Chirac.

M. Trudeau déposera, mardi à 10 h. 40, une gerbe sur la tombe du Soldat inconnu, sera reçu à l'Hôtel de Ville et assistera à une réception à la Sorbonne. Il aura aussi un entretien avec M. Van Lennep, secrétaire général de l'O.C.D.E., et donnera mardi une conférence de presse avant de quitter Paris pour Bruxelles, où il aura des entretiens avec les membres du gouvernement belge, avec le secrétaire général de l'O.T.A.N. et avec la commission de la Communauté européenne.

hôte à l'aéroport, scellera, j'en suis convaincu, entre la France et le Canada, une fructueuse entente et constituera, dans un monde troublé, un élément d'équilibre et de paix. Je puis vous assurer de notre volonté de mettre en œuvre avec vous ce que nos affinités et nos intérêts nous commandent.

M. Trudeau a dit de son côté son « émotion » en « ce jour heureux pour le Canada et certainement pour la France », et espère que sa visite servira « non seulement les deux pays, mais la communauté mondiale ».

PORTRAIT

Un faux dilettante rodé par le pouvoir

Des yeux en amande, sans doute hérités de quelque ancêtre indien, un sourire désarmant, des cheveux ébouriffés, une élégance plutôt voyante, Pierre-Elliott Trudeau a beau avoir passé six ans à la tête du Canada et aborder beaucoup de dilettantisme et de l'arrogance qu'on lui reprochait naguère, son apparence et son comportement sont plus d'un étudiant prolongé que d'un premier ministre. M. Giscard d'Estaing, qui mise tant sur son charme et sur son « style » — dédant, trouvera sur ces terrains, dans son hôte d'aujourd'hui, qu'il connaît d'ailleurs de longue date, un digne rival.

L'un et l'autre sont des gosses de riches qui ont décroché les diplômes sans fatigue excessive, sauté les obstacles de la vie en se jouant, parcouru en tous sens le vaste monde, goûté l'ivresse de la puissance, de la richesse et de la séduction médiatique. Mais autant la carrière du président de la République, de sa naissance à l'Elysée, est rectiligne, pour ne pas dire programmée, autant celle du chef du gouvernement d'Ottawa est non certes sinuieuse, puisqu'il s'est toujours battu à visage découvert, mais marquée de tourments spectaculaires.

Il est né à Montréal, en 1919, d'un fils de cultivateur qui accumula durant les quarante-sept années de sa vie la bagatelle de 6 millions de dollars. Sa mère, Grace Elliott, dont le nom lui fournit son second prénom, était elle-même le fruit de l'union d'un écossais de Montréal et d'une Canadienne française. Son honneur du conformisme inspira au jeune Pierre-Elliott, à l'université dans les années 40, ses premiers faits d'armes : blagues énormes d'un goût parfois discutable et campagne contre la conscription, à l'époque où les « maudits Anglais » d'Ottawa prétendaient obliger les Québécois mands. Ce qu'ils durent faire d'ailleurs, malgré un référendum négatif.

La guerre finie, il compléta ses études en fréquentant successivement — excusés du peu — Harvard, les Sciences Po de Paris et la London School of Economics. Puis il s'embarqua pour un tour du monde, sac au dos, fertile en aventures. Il est arrêté deux fois, traversa le Bosphore à la nage. A en croire son biographe quasi officiel Jean Pelletier (1), ce voyage, en lui permettant de contempler les innombrables misères engendrées à l'époque, tant en Europe qu'en Asie, par le nationalisme, a contribué à accentuer sa méfiance à l'égard de celui-ci. Le fait est qu'on rencontre rarement homme d'Etat aussi cosmopolite, aussi détaché de toute racine proprement nationale : on ne sait laquelle des deux langues, du français ou de l'anglais, est pour lui la plus « maternelle », et il s'irrite à l'occasion de l'accent et des idiotismes de ses compatriotes québécois.

La lutte contre Duplessis

De retour au Canada, Trudeau s'engage à fond dans la lutte contre le régime obscurantiste et corrompu de Maurice Duplessis, pendant vingt ans au pouvoir à Québec. Economiste, syndicaliste, il participe à la grève de l'amiante, qui fut la première

bataille de cette libération, et, avec la revue Cité libre, qui s'inspire d'Esprit, scandalise les bien-penseurs. Tout le monde le croit plus ou moins communiste, ce qui lui vaut un moment d'être interdit de cours à l'université par le cardinal Leger, frère de l'actuel gouverneur général. Ce ne sont pas son voyage en U.R.S.S. en 1952, Staline regagnant, ni sa tentative pour aller rendre visite en kayak à Fidel Castro qui pouvaient faire changer d'avis les braves bourgeois de la « Belle Province ».

En 1963, les conservateurs au pouvoir à Ottawa cédant la place à un gouvernement libéral présidé par l'ancien ministre des affaires étrangères Lester Pearson, un homme de cœur qui n'avait pas volé le prix Nobel de la paix à lui décerné pour son action au moment de la crise de Suez. Trudeau n'a que sarcasmes pour ce « prince détroqué », auquel personne, certes, ne s'attendait alors à le voir succéder un jour. Dès 1965, pourtant, il devient son secrétaire parlementaire. Entre-temps, Pearson, premier à avoir voulu faire repasser le Canada sur une association égalitaire des deux communautés qui le composent, avait cherché à réunir les cadres libéraux francophones. Il avait songé au syndicaliste Jean Marchand. Mais celui-ci n'accepta la proposition qui lui était faite qu'à condition d'amener avec lui ses deux meilleurs amis : Gérard Pelletier et... Pierre-Elliott Trudeau. On les appelait les « trois colombes », avant que, renforcés par Marc Lalonde, ils devinrent, aux yeux des anglophones soupçonneux et nostalgiques de l'empire, la « mafia québécoise ».

Le « Québec libre »

Trudeau est le ministre de la justice de Lester Pearson lorsque de Gaule prononce au balcon de l'Hôtel de ville de Montréal son « Vive le Québec libre ! » qui conduit les relations entre Paris et Ottawa au bord de la rupture. Il se range au nombre des adversaires les plus déterminés des thèses séparatistes, et donc de la France, coupable de les encourager. Son point de vue, il l'exprime dans son livre la Fédéralisme et la Société canadienne française (2) : « On doit faire sentir à tous les citoyens que c'est seulement dans le cadre de l'Etat fédéral que leur langue, leur culture, leurs institutions, leurs traditions les plus sacrées et leur niveau de vie peuvent échapper aux assauts de l'extérieur et aux conflits intérieurs. » Une seule solution donc, la « fédéralisme », et l'extension du bilinguisme aux institutions fédérales.

Piété à la congrès des libéraux du Québec en 1968, Trudeau se heurte durement, quelques jours plus tard, à la conférence d'Ottawa, au premier ministre québécois de l'époque, Daniel Johnson, dont la détermination met en échec le projet de révision constitutionnelle. En modernisant considérablement la législation du divorce, de l'homosexualité et de l'avortement, le séduisant ministre de la justice, qui se donne des airs de play-boy, franchant sur le style compassé de la politique canadienne, devient le dieu de la jeunesse

Face à l'emprise des États-Unis, le Canada cherche à diversifier son commerce extérieur

Les relations entre la France et le Canada sont en voie de libération. J'ai pu obtenir, déclarait récemment à l'A.F.P. M. Robert Séguin, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, de nos partenaires et au niveau le plus haut, l'assurance qu'il n'y avait pas de conflit entre le développement des relations franco-canadiennes et la poursuite et l'approfondissement de la coopération franco-québécoise.

Sidtime fournisseur et débiteur client du Canada en 1973, la France aurait, selon M. Séguin, des « possibilités immenses » de développer ses exportations vers ce pays, notamment dans le domaine des transports ferroviaires et aériens, et de l'énergie.

Ottawa voudrait absolument augmenter et pourcentage, soulignant notamment que les droits de douane moyens de la C.E.E. sur les produits industriels sont nettement inférieurs aux droits américains.

Montréal — M. Trudeau commence sa tournée européenne par la France, celui des « grands » pays de la C.E.E. qui commerce le moins avec le Canada. Les échanges entre les deux pays représentent en effet à peine 1 % de leur commerce extérieur. Ils ont été déficitaires pour Ottawa de 118 millions de dollars en 1973. De plus, les ventes françaises contiennent six fois plus de valeur ajoutée que les exportations canadiennes, composées en moyenne d'un cinquième de produits finis — pourcentage inférieur à une moyenne globale de 36 %.

En fait, le commerce franco-canadien a doublé en volume au cours des cinq dernières années. C'est la France qui a réussi la « diversification », puisque ses ventes de biens d'équipements ont triplé entre 1971 et 1973.

En outre, avec un montant cumulé d'investissements de 1100 millions de dollars en 1973, l'industrie française a déjà installé au Canada l'indispensable tête de pont de son offensive commerciale. Enfin, l'augmentation de la part des produits finis dans les ventes canadiennes en France — 17,6 % en 1972, 23,4 % en 1973 — est quelque peu artificielle, puisqu'elle est due en grande partie à la livraison livonnée sur plusieurs années de six cargos porte-conteneurs, dont la construction incorpore de nombreux composants importés de France.

En fait, le commerce franco-canadien a doublé en volume au cours des cinq dernières années. C'est la France qui a réussi la « diversification », puisque ses ventes de biens d'équipements ont triplé entre 1971 et 1973.

En outre, avec un montant cumulé d'investissements de 1100 millions de dollars en 1973, l'industrie française a déjà installé au Canada l'indispensable tête de pont de son offensive commerciale. Enfin, l'augmentation de la part des produits finis dans les ventes canadiennes en France — 17,6 % en 1972, 23,4 % en 1973 — est quelque peu artificielle, puisqu'elle est due en grande partie à la livraison livonnée sur plusieurs années de six cargos porte-conteneurs, dont la construction incorpore de nombreux composants importés de France.

En outre, avec un montant cumulé d'investissements de 1100 millions de dollars en 1973, l'industrie française a déjà installé au Canada l'indispensable tête de pont de son offensive commerciale. Enfin, l'augmentation de la part des produits finis dans les ventes canadiennes en France — 17,6 % en 1972, 23,4 % en 1973 — est quelque peu artificielle, puisqu'elle est due en grande partie à la livraison livonnée sur plusieurs années de six cargos porte-conteneurs, dont la construction incorpore de nombreux composants importés de France.

Les débuts d'une collaboration nucléaire

Pendant sa visite à Paris, M. Trudeau ne manquera pas de s'entretenir avec le chef de l'Etat des problèmes que pose la collaboration des deux pays dans le domaine nucléaire. Il doit d'ailleurs reconnaître M. Girard, administrateur général du Commissariat français à l'énergie atomique, pour discuter de l'exploitation des ressources d'uranium du Canada et de l'éventuelle construction dans ce pays d'une usine d'enrichissement faisant appel à la technologie française.

Avec la multiplication des centrales nucléaires, qui, dans les pays industrialisés, produisent en l'an 2000 en moyenne 50 à 60 % de l'électricité, l'uranium naturel est, dès aujourd'hui, une ressource aussi précieuse que le pétrole.

Assez peu riche en uranium naturel, la France cherche à diversifier ses approvisionnements. Après avoir établi des installations d'extraction en Afrique, au Gabon et surtout au Niger, elle tente, malgré les obstacles de toute sorte, de prospecter aux Etats-Unis, au Canada et en Australie. Un groupement associant le commissariat à l'énergie atomique, les sociétés Pechiney-Ugine-Kuhlman, Mokla et la C.F.M.U. (Compagnie française des mines d'uranium)

Assez peu riche en uranium naturel, la France cherche à diversifier ses approvisionnements. Après avoir établi des installations d'extraction en Afrique, au Gabon et surtout au Niger, elle tente, malgré les obstacles de toute sorte, de prospecter aux Etats-Unis, au Canada et en Australie. Un groupement associant le commissariat à l'énergie atomique, les sociétés Pechiney-Ugine-Kuhlman, Mokla et la C.F.M.U. (Compagnie française des mines d'uranium)

Assez peu riche en uranium naturel, la France cherche à diversifier ses approvisionnements. Après avoir établi des installations d'extraction en Afrique, au Gabon et surtout au Niger, elle tente, malgré les obstacles de toute sorte, de prospecter aux Etats-Unis, au Canada et en Australie. Un groupement associant le commissariat à l'énergie atomique, les sociétés Pechiney-Ugine-Kuhlman, Mokla et la C.F.M.U. (Compagnie française des mines d'uranium)

Assez peu riche en uranium naturel, la France cherche à diversifier ses approvisionnements. Après avoir établi des installations d'extraction en Afrique, au Gabon et surtout au Niger, elle tente, malgré les obstacles de toute sorte, de prospecter aux Etats-Unis, au Canada et en Australie. Un groupement associant le commissariat à l'énergie atomique, les sociétés Pechiney-Ugine-Kuhlman, Mokla et la C.F.M.U. (Compagnie française des mines d'uranium)

AU CONGRÈS DE L'ASSOCIATION FRANCE-ÉTATS-UNIS A NICE

Trois anciens ministres français des affaires étrangères ont participé aux débats

Nice. — Le second congrès de l'Association France-Etats-Unis a terminé ses travaux le samedi 19 octobre. Il a entendu trois anciens ministres des affaires étrangères et l'actuel secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères, M. Bernard Destremau, faire le point des relations entre Paris et Washington.

MM. Destremau et Schumann ont été d'accord sur la nécessité d'une Europe unie et d'une sécurité européenne autonome. « Mais elle ne se fera pas au détriment de nos alliés », a dit le secrétaire d'Etat. « La France appartient irrévocablement à l'Occident », a

constaté pour sa part M. Schumann. En revanche, les propos de MM. Jobert et Couve de Murville ont été teintés pour l'un de scepticisme, pour l'autre de pessimisme. Selon M. Jobert, les relations franco-américaines se caractérisent « par une absence de relations ».

Pour M. Couve de Murville, à la base des divergences bilatérales, il y a un désaccord sur la nature même des relations franco-américaines. « S'agit-il vraiment d'une communauté atlantique, comme le pensent les Américains, d'un ensemble de pays alliés et amis, ce qui est le point de vue du plus grand nombre des Français ? », s'interrogea l'ancien premier ministre, qui demanda aux gouvernants français de faire preuve à l'égard des Etats-Unis d'amitié et de détermination.



COGNAC Prince Hubert de POLIGNAC

COGNAC

FOURNISSEUR DE LA COUR DU DANEMARK

ASIE

Vietnam du Sud

Paris accordera en 1975 à Saigon une aide au moins égale à celle de 1974

Le général Tran Van Don, vice-premier ministre de la République du Vietnam, a quitté Paris dimanche 20 octobre pour Téhéran. Il avait la semaine dernière, conféré avec MM. Poniatowski, Sauvagnargues, Fourcade et des membres du C.N.P.F. Il ressort de ces entretiens que la France accordera l'an prochain au régime de Saigon une aide au moins égale à celle de cette année, qui a été de 100 millions de francs. Une délégation française se rendra à Saigon avant la fin de 1974 pour discuter des modalités d'attribution des crédits.

Le gouvernement français poursuit donc sa politique définie l'an passé : s'il tient la balance égale entre Saigon et Hanoï, il ne prend pas en considération l'existence du G.R.P. du Sud. La question se pose cependant de savoir si l'assistance au régime de M. Thieu demeurera dans le cadre strict des relations bilatérales ou sera placée par Paris dans le cadre plus vaste d'un groupe d'aide que la Banque mondiale, Washington et Tokyo veulent instituer.

● A SAIGON, quelque quinze cents personnes ont manifesté dimanche contre le régime, brûlant des portraits de M. Thieu devant la statue du vénérable Thich Quang Duc, bonze qui s'était suicidé par le feu il y a onze

ans en signe d'opposition à la dictature de Diem. Des groupes ont ensuite pénétré dans l'immeuble de l'Assemblée nationale, y commettant des dégâts. A Hanoï, environ trois mille personnes se sont réunies dans une pagode pour écouter les dirigeants des Forces de réconciliation nationale prononcer le respect de l'accord de Paris. A Can-Tho, dans le Delta, le Père Tran Huu Thanh, qui mène la lutte contre la corruption, a organisé un meeting de cinq mille personnes. Il s'agit du début d'une grande tournée dans cette région.

La presse a décidé de boycotter à partir de lundi toutes les informations d'origine gouvernementale et de ne plus envoyer de journalistes aux conférences de presse officielles. La décision a été annoncée dimanche à la suite d'une réunion des directeurs de journaux qui protestent contre les onze salaires de quotidiens par la police en une semaine et le démantèlement de la liberté de la presse. L'imprimerie du journal Dai Dan Toc vient, en effet, d'être fermée.

Sur le plan militaire, on apprend que les communistes ont fait sauter deux ponts dans la région de Saigon et contrainst l'adversaire à abandonner dix avant-postes à 16 kilomètres au nord-ouest de Hanoï. — (A.F.P., Reuters, A.P.)

EUROPE

Espagne

L'ARRESTATION DU PEINTRE EDUARDO ARROYO EST CONFIRMÉE

Le peintre espagnol Eduardo Arroyo a été arrêté vendredi soir 18 octobre à Valence, alors qu'il prenait l'avion pour la France, où il réside (le Monde du 20-21 octobre). Il s'était rendu en Espagne pour assister au mariage de sa sœur avec un passeport établi sous un autre nom. Eduardo Arroyo est l'un des quatre nouveaux commissaires à la peinture de la Biennale de Venise.

(Eduardo Arroyo est un jeune peintre de trente-cinq ans qui a grandi avec le régime franquiste. Ce n'est pas un peintre de salon. Chez lui, chaque toile commente un événement, souvent cruellement. C'est dans cet esprit qu'il avait, en 1963, exposé en Espagne des tableaux qui, disait-il, « croyaient à la réconciliation nationale ». Le peintre fut censuré et dut quitter son pays, où il n'était pas désiré.

Récentement, Arroyo a publié un petit livre intitulé « Trente-cinq ans après » : cent vingt pages qui recensent trente-cinq années de régime franquiste. Chaque tableau reproduit évoque, comme une affiche réaliste et surréaliste, une actualité encore brûlante : la grève des Asturies, l'assassinat de Carrero Blanco, l'exécution par l'ETA du communiste Manzanares. C'est un guide touristique à l'envers. Il ne pouvait plaire au régime. — J. M.)

Yougoslavie

L'HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE DES COMMUNISTES CRITIQUE M. MARCHAIS

Belgrade (A.F.P.). — *Komunist*, hebdomadaire officiel de la Ligue des communistes, critique M. Georges Marchais, lui reprochant son appréciation négative de l'autogestion en Yougoslavie. A propos du livre d'André Barria et d'Alain de Sédouy, *Voyage à l'intérieur du parti communiste*, l'hebdomadaire *Komunist* note que, selon M. Marchais, l'autogestion a conduit les travailleurs yougoslaves à l'anarchie.

« Nous trouvons qu'il est inadmissible que le secrétaire général du parti communiste français tente d'insinuer sa propre évaluation de l'autogestion dans notre pays — évaluation qui, malheureusement, coïncide avec celle des adversaires de l'autogestion socialiste. C'est une déformation surprenante des rencontres et des entretiens que Georges Marchais a eus en Yougoslavie. »

L'hebdomadaire ajoute que le jugement porté par M. Marchais sur l'autogestion socialiste « équivaut à une tentative d'inspiration ». [Peut-être, à son retour à Belgrade, M. G. Marchais, qui condamnait la dégradation yougoslave à la rencontre communiste de Varsovie, a précisé que son parti s'était associé au principe de la convocation d'un « sommet » européen, mais qu'il ne s'est pas engagé à participer à la conférence.]

Union soviétique

La psychose du maniaque sexuel envahit Moscou

De notre correspondant

Moscou. — Le contrôle strict de l'information a peut-être des avantages, mais il a aussi des inconvénients. Moscou est en train d'en faire l'expérience : depuis quelques jours, une sorte de psychose de peur s'est emparée des habitants de certains quartiers de la capitale soviétique. On ne laisse plus les enfants jouer seuls dans les cours des immeubles. Les femmes évitent de se retrouver isolées dans la rue à la tombée de la nuit. On n'ouvre plus la porte de son appartement sans demander qui va là.

La raison de cette psychose ? Des rumeurs plus complémentaires que contradictoires. Selon les uns, un seul criminel serait à l'œuvre, un maniaque sexuel qui s'en prendrait, le soir venu, aux femmes et aux enfants. Des chiffres sont cités : ici on parle de onze morts, là de bien davantage. Selon les uns, le maniaque existerait bien, mais le danger viendrait surtout d'une bande de dangereux condamnés de droit commun qui auraient réussi à s'évader d'un train au cours d'un transfert. Combien seraient-ils ? Là encore les chiffres varient considérablement, mais on parle déjà d'au moins plusieurs dizaines d'individus. Certains prétendent même que ces condamnés se seraient évadés alors qu'on les transportait sur les chantiers du nouveau trans-sibérien.

En fait, personne ne sait rien avec certitude. Mais toutes les conversations des Moscovites tournent autour du même sujet, que ce soit pour en rire ou pour s'en effrayer. La presse et la télévision ne disent rien, bien sûr, puisqu'elles ont pour consigne de passer

sous silence les faits divers, qu'ils aient trait à la criminalité ou aux accidents. Dimanche soir, Vremia, le grand journal télévisé de la première chaîne, ne parlait pas plus du maniaque sexuel que d'incendie dans une station de métro de la ville. L'incendie pourtant a bien eu lieu, puisque des centaines de témoins y ont assisté et que le trafic a été paralysé pendant un certain temps.

Alors qu'en est-il réellement ? Il n'est pas facile de s'y retrouver, car il semble qu'il se passe des choses anormales depuis quelque temps à Moscou. Des gens sérieux, qui n'ont pas l'habitude de copier des « canards », donnent même des prévisions ; ils disent où et quand ont été retrouvés certains cadavres. Autre indice : il est maintenant établi que les milices « mis en alerte les responsables d'immeubles de plusieurs quartiers de Moscou. Dans les dépôts de taxis, elle aurait fait piécer des mises en garde aux chauffeurs. La milice a parlé non pas tant du maniaque que des évadés, des gens bien sûr prêts à tout, s'ils existent bien. Dans un cas ou l'autre, elle a demandé aux habitants d'un bloc d'immeubles de ne pas ouvrir les portes à de prétendus ouvriers et de ne pas laisser traîner les enfants. Dans certains quartiers, le dispositif de surveillance mis en place a manifestement été renforcé la nuit, mais lorsqu'on interroge les miliciens, ils affirment contre toute vraisemblance qu'il ne s'agit que des préparatifs de la fête du 7 novembre... En attendant, la rumeur va continuer sans doute à gonfler. La presse, elle, va sans doute continuer à se taire.

JACQUES AMALRIC.

Italie

M. Fanfani rencontre de sérieuses difficultés pour former un gouvernement quadripartite

De notre correspondant

Rome. — M. Amintore Fanfani, qui a été chargé, le 14 octobre, de former le nouveau gouvernement italien, vient de passer une semaine déprimante. Toute l'habileté du leader de la démocratie chrétienne n'a pas suffi, en effet, à déboucher une crise ministérielle ouverte le 3 octobre avec la démission du cabinet Rumor. Socialistes et sociaux-démocrates continuent de croquer le fer, rendant chaque jour plus difficile la reconquête de la majorité de centre gauche avec les démocrates-chrétiens et les républicains. M. Fanfani, qui avait mis une semaine en moyenne pour former ses quatre précédents gouvernements (en 1954, 1958, 1960 et 1962), voit passer les jours avec appréhension.

Esprit vaillant pour les uns, génie politique pour les autres, M. Fanfani est considéré par tous comme l'unique recours. L'homme de la dernière chance. Même ceux qui le rendent responsable — avec quelques exagérations — de tous les maux de l'Italie, ont contribué à lui donner cette image de sauveur gaudien.

« Vous m'en avez choisi à l'humanité », dit-il à son tour. « Je me souviens », a dit M. Fanfani aux dirigeants de son parti. Il a été entendu. Ses conseillers habituels se sont réunis dans un silence d'or. Personne ne songe plus à lui reprocher le rétrograde sur le divorce, perdu en mai dernier, et qui ne se souvient d'avoir dit que M. Fanfani était « l'homme qui toujours échoue ». — de crainte du mauvais œil ou d'une sortie sans appel du prestidigitateur.

La tâche du secrétaire de la démocratie chrétienne est également facilitée par les républicains qu'on ne peut accuser de jeter de l'huile sur le feu.

Les exigences des socialistes

Reste les frères ennemis — socialistes et sociaux-démocrates — qui formaient encore en 1969 un seul parti. Ils sont divisés, et cela ne facilite ni l'un ni l'autre la définition d'une ligne de conduite.

Dirigée par MM. Tanassi et Orlando, la tendance majoritaire des sociaux-démocrates, qui a déclenché toute la crise, fait preuve d'une incohérence remarquable. Hormis son anticommunisme, on voit mal ce qui l'anime, sinon le désir de pousser les socialistes à quitter le gouvernement. La tendance minoritaire est davantage prête à composer, et on parle d'ailleurs de son leader, M. Saragat, comme d'un éventuel successeur à M. Fanfani au cas où ce dernier ne réussirait pas à former le nouveau gouvernement.

Les socialistes, pour leur part, sont divisés en deux camps : le

premier — avec MM. De Martino et Mancini — est favorable à la reconduction du centre gauche italien, c'est-à-dire avec M. Lombardi et Nenni — souhaite un retour à l'opposition pour ne pas « gérer la crise » et pour mieux se préparer à d'éventuelles élections. Après de difficiles tractations, les deux parties se sont finalement mises d'accord, le 19 octobre, sur un programme de gouvernement en dix points, qu'elles ont soumis à leurs partenaires. Les socialistes réclament notamment : le maintien, au printemps prochain, des élections régionales et administratives (que la démocratie chrétienne renverrait volontiers à plus tard, de peur de perdre des sièges) ; une année de salaire garantie pour les travailleurs mis au chômage (à l'exemple de la toute récente mesure décidée en France) ; une restructuration des différents services de sécurité (et notamment du contre-espionnage, pour lutter de manière plus efficace contre la subversion d'extrême droite) ; enfin, « une répartition plus équilibrée du pouvoir politique » (c'est-à-dire, pour eux socialistes, un ministère, au moins, comme ceux de l'intérieur, de la défense, des affaires étrangères ou du Trésor — monopolisés jusqu'à présent par « le parti de la majorité relative »).

Les sociaux-démocrates ont aussi refusé toute discussion sur le programme, faisant savoir qu'ils n'accepteraient de débattre que des propositions de M. Fanfani. Celui-ci a quelque peu inquiété les professionnels de la politique avec ses velléités réformatrices. On s'est demandé qui était-ce : « l'homme nouveau et compétent » que le secrétaire de la démocratie chrétienne veut introduire au gouvernement, et si c'était bien dans ses intentions de réduire le nombre des ministres.

On devrait en principe être fixé mardi 22 octobre sur les résultats des consultations de M. Fanfani. « Qu'on ne compte pas sur moi pour former un gouvernement facile », a-t-il dit en substance le 19 octobre, en affirmant que seule une formule quadripartite lui paraissait acceptable.

En fait, un échec du secrétaire de la démocratie chrétienne signifierait presque sûrement des élections législatives au printemps. Mais on ne voit pas bien à quoi serviraient des élections anticipées, sinon à donner à l'Italie une Chambre encore plus ingouvernable qu'aujourd'hui. Les communistes, qui sont opposés pour toutes sortes de raisons à cette nouvelle consultation, ont ressorti et remis sur leurs affiches ce « no » qui avait si bien réussi au référendum du printemps précédent.

ROBERT SOLI.

Publicité

Partout où vous êtes en concurrence, First Chicago est là.

Un réseau couvrant 58 villes et une gamme complète de services bancaires sont des atouts importants. En eux-mêmes, ils ne représentent rien. Ils ne valent que par l'usage que nous en faisons, en vous aidant à être compétitifs et à vous développer.

Notre style :

Pour commencer, nous portons une grande attention à votre situation et à vos objectifs. Et nous vous écoutons ouvertement, jusqu'au bout. Puis, le travail commence.

Bien souvent, nous sommes capables de faire pour vous des choses que d'autres banques ne peuvent ou ne veulent pas faire.

Et nous trouvons alors des solutions bien plus rapides que celles dont vous avez l'habitude.

C'est ça, notre style à la First Chicago.

Il est direct, pragmatique et surtout simple.

C'est notre façon d'être compétitifs.

C'est aussi comme cela que nous vous aidons à l'être.

Comment nous vous aidons :

Les services bancaires de la First Chicago sont similaires à ceux des autres grandes banques internationales. Toute la différence réside dans notre style : la voici.

Nous savons ce qu'il faut faire et nous n'avons pas peur d'être les premiers.

C'est cela une banque compétitive : une banque qui ne se limite pas, afin de mieux vous aider dans votre croissance. Que la conjoncture soit bonne, ou moins bonne.

Si vous êtes d'accord avec nos méthodes, c'est que nous partageons les mêmes vues.

Il nous faut nous rencontrer, quel que soit l'endroit où vous faites des affaires dans le monde.

First Chicago
Vous aimez la concurrence.
Nous aussi.

First Chicago, 12, avenue Hoche
75008 Paris - Tél. 227-90-70

Amsterdam, Londres
Anvers, Los Angeles
Athènes, Madrid
Atlanta, Manille
Baltimore, Melbourne
Bangkok, Mexico
Beyrouth, Milan
Bogota, Montego Bay
Boston, Munich
Bridgetown, Nairobi
Bruxelles, Newcastle
Caracas, New York
Cardiff, Ocho Rios
Chicago, Panama
Cleveland, Paris
Djakarta, Le Pirée
Dubai, Rome
Dublin, Rotterdam
Düsseldorf, San Francisco
Edimbourg, San José
Frankfort, São Paulo
Genève, Séoul
Guatemala, Singapour
Hong Kong, Stockholm
Houston, Sydney
Iles Anglo-Normandes, Téhéran
Kansas-City, Tokyo
Kingston, Toronto
Lagos, Varsovie



الاول

صكنا من الامل

EUROPE

Loin des capitales

A Akademgorodok, le génie court les rues

Union soviétique
La psychose du maniaque envahit Moscou

ET si pour une fois on prenait au mot l'humoriste ? Il voulait installer les villes à la campagne ? Eh bien ! c'est fait, au moins pour l'une d'entre elles qui vient de pousser à 300 kilomètres à l'est de Moscou. Maisons et immeubles sont disséminés dans la forêt de bouleaux. Les membres de l'équipe de ski de fond s'entraînent autonome comme hiver dans les rues de la cité. Ils n'attendent même pas que tombe la neige pour durcir leurs muscles ; ils posent des roulettes sous les skis et partent à la conquête du bitume. Les écuries sont restées comme chez eux. Après le travail, les habitants vont cueillir les champignons. S'ils le préfèrent, ils peuvent se promener à la plage. Au cœur d'un continent, ville s'est même offert le luxe d'avoir son « boulevard maritime ». Comme il n'était pas possible de le prolonger jusqu'à la mer naturelle, on avait fait venir la mer à domicile. A quelque 30 minutes à pied du centre, elle s'amuse à faire des vagues, cette mer de l'Obi, une retenue d'eau longue de 80 kilomètres et large d'une quinzaine par endroits, édifiée non pour la natation et le nautisme mais pour l'électrification.

D'UNE certaine façon, la mer a engendré cette ville. En 1956 le XX^e congrès du parti communiste de l'Union soviétique décidait d'accroître la mise en valeur de la Sibirie. Un académicien, considéré par ses pairs comme un des meilleurs spécialistes de l'hydraulique, M. Lavrentiev, proposa ses services. Il était prêt à quitter la capitale et à s'enfuir en province — et

quelle province ! — si le gouvernement lui permettait de faire une entreprise originale. Pourquoi ne pas fonder en Sibirie cette ville de la science qui aurait précisément pour mission première d'assurer la mise en valeur de l'Est ? M. Lavrentiev fit dégarer un crédit de 300 millions de roubles (actuellement le rouble est échangé au taux de 6,40 F) et partit à la recherche d'un site. Il fallait se fixer à proximité d'un grand centre industriel. Novosibirsk fut choisi parce que c'était la métropole sibérienne, l'endroit où se croisent l'Obi et le Transsibérien, les voies aériennes qui sillonnent l'orient soviétique. M. Lavrentiev voulait aussi trouver « un environnement qui favorise les activités créatrices et les loisirs ». Avec son épouse il explora la forêt, s'arrêta au bord de la mer de l'Obi et traça le périmètre de la future ville à 25 kilomètres de Novosibirsk. Avait-elle déjà un nom au moins dans son imagination ? Puisque là devait être créée la filiale sibérienne de l'Académie des sciences, pourquoi ne pas l'appeler tout simplement Akademgorodok, la petite ville académique ? Petite ? Si l'on veut. A l'échelle de l'Union soviétique cette agglomération qui compte quelques dizaines de milliers d'habitants occupe un rang modeste. Mais la densité intellectuelle y est étonnante. La filiale sibérienne de l'Académie contrôle quarante-huit instituts de recherche. Vingt-quatre d'entre eux se trouvent à Akademgorodok. Quatre mille candidats à sciences — titre équivalent au doctorat — vivent et travaillent dans la cité ainsi que quatre cents professeurs,

soixante-seize membres titulaires et correspondants (soit 15 % de l'effectif total) de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S.

OUALLAIENT donc faire loin du centre de décision ces éminents esprits ? Assurer le développement des forces productives en Sibirie et en Extrême-Orient. Telle était la consigne du gouvernement. M. Lavrentiev précisa la stratégie. Akademgorodok doit à la fois pousser la recherche fondamentale, trouver les adaptations pratiques convenant aux conditions de cette région du monde et former les spécialistes. Cent vingt entreprises industrielles de Novosibirsk avec lesquelles les instituts sont en rapport servent de base d'essai aux chercheurs. Depuis cinq ans la section sibérienne de l'Académie a étudié sept cents sujets qui lui étaient soumis afin qu'elle propose des solutions. Elle établit un plan prospectif de mise en valeur de la Sibirie et de l'Extrême-Orient jusqu'à l'an 2000. Ces hommes ne paraissent guère avoir envie de revenir là où ils étaient. Ils sont, pour la plupart, russes originaires d'Europe, ukrainiens, arméniens, etc. Et pourtant ils se disent « sibériens ». En franchissant l'Oural, ils ont inventé ou réinventé un style de vie. Ici, on ne perd pas de temps à répéter les formules qui sont de rigueur à Moscou. A quel bon célébrer à longueur de discours la sagesse du parti ? Puisque c'est admis une bonne fois, n'en parlons plus. Et puisque ces chercheurs sont occupés à remplir une tâche capitale, il est inutile de les obliger à répéter constamment un

petit catéchisme. Il faut les traiter avec le respect qu'ils méritent, leur permettre des fantaisies qui seraient intolérables dans l'Ouest du pays.

LES écoliers du cru baignent dans cette atmosphère de haute tension intellectuelle. Parce qu'ils sont eux-mêmes enfants de chercheurs. Ou parce qu'ils ont été recrutés grâce à leurs dons jugés exceptionnels. Chaque année, dans les écoles secondaires de Sibirie se déroulent les Olympiades de mathématiques, physique et chimie. Les gagnants de cette espèce de concours général sont envoyés à Akademgorodok. Cette ville a une ambiance de décontraction — faut-il dire de liberté ? qu'on imagine mal à l'ouest de l'Oural. Pourtant, il y a quelques années, les dirigeants du club local ont eu maille à partir avec les autorités parce qu'ils organisaient des discussions qui s'écartaient trop des schémas admis. Les habitants ont une mentalité de pionniers. Ils découvrent des territoires encore peu explorés, mettent au point des techniques d'avant-garde. Ils sont à l'aise parce que leur matière grise est une des principales richesses du pays. Apporteront-ils aussi à la Russie soviétique ce quelque chose qui ne figure sur aucune carte de géographie, une façon de voir la vie et le monde sans être encombré de dogmes ? Les académiciens, docteurs et professeurs d'Akademgorodok sont capables d'improviser de longs exposés. Ils sont loin du fonctionnaire qui doit lire son papier pour répondre « Ouvrez » lorsqu'un visiteur frappe à sa porte... BERNARD FERON.

Braun vous offre cette enceinte...pourquoi?



ensemble haute fidélité : studio 308 Braun 8°

- ampli 2 x 25 watts sinus
- tuner petites ondes, grandes ondes
- modulation de fréquence stéréo
- sensibilité FM (30 db) 1,2 µV, bande passante 25/35000 hertz
- station automatique sans changeur (automatisme débrayable)
- cellule magnétique Shure (pointe diamant)
- distorsion harmonique 0,2 %
- enceintes acoustiques L 308, 2 voies, bande passante 40/20000 hertz
- charge nominale 30 watts

à Francfort, Braun perpétue l'esprit du bauhaus, le fameux groupe de recherche d'esthétique fonctionnelle, qui révolutionna dans les années 30 la forme des objets usuels. l'apport de Braun dans le domaine de la haute fidélité est d'avoir, dès l'origine, incorporé la recherche technique et la novation esthétique. La perfection du matériau et sa densité, la pureté des lignes et cette « aura » de présence presque tangible, c'est Braun. chaque nouveau modèle Braun est attendu avec passion. aujourd'hui, c'est l'événement : Braun présente la ligne « 8 degrés »... obligeance du constructeur ou conception plus courtoise du design, le pupitre de commande s'incline vers vous comme un écritoire.

cette nouvelle approche de la perfection, c'est aussi un coût relativement élevé. afin de rendre cet ensemble haute fidélité, un peu plus accessible, Braun offre à chaque acquéreur une des deux enceintes L 308 (valeur : près de 700 F) permettant ainsi d'accéder au studio 308 pour moins de 6.000 F



attention : un nombre limité d'ensembles haute fidélité bénéficie de cette offre, valable jusqu'au 31 janvier 1975. consultez vite, votre spécialiste haute fidélité Braun

« LIVE » édition 1974, réalisé par Braun 14 pages sur la haute fidélité (30 x 41 cm, luxueuse brochure en quadrichromie) avec les références de la nouvelle gamme et la liste des concessionnaires haute fidélité Braun participant à cette promotion

gracieusement sur simple demande à Major Electronic 7810 Feucherolles.

nom _____

adresse _____

E

BRAUN

صلى الله عليه وسلم

Océanie

Les archipels du Sud

LES FIDJI, OU LE BONHEUR DES AUTRES

La crise est générale dans les archipels du Pacifique du Sud. L'archaïsme de la monarchie et de la féodalité des Tonga saute aux yeux (le Monde des 16 et 17 octobre). Le système des chefs traditionnels se fait de plus en plus

pesant dans les Samoa-Occidentales (indépendantes), et la situation paraît sans issue dans la colonie américaine, la Samoa orientale (« le Monde » des 18, 19 et 20-21 octobre). Nous commençons aujourd'hui la publication

d'une série d'articles sur l'archipel des Fidji, où la présence d'une importante population d'origine indienne ajoute à la complexité des problèmes. Cependant, ici aussi, la question des rapports du pays avec l'étranger domine toutes

les autres. Les Fidji sont en passe d'être totalement intégrées dans une « aire » touristique de plus en plus vaste et dévastatrice des valeurs culturelles locales. Les Fidjiens sont-ils condamnés à faire le bonheur des autres ?

I. - Un jour, Londres eut besoin de sucre

De notre envoyé spécial

JACQUES DECORNOY

Suva. — Une pluie lourde, épaisse, qui n'en finit pas, clone sur place. Le bureau météorologique a cru bon d'annoncer que le prochain week-end serait humide sans pluie. Suva, quand une douche quotidienne. Le ciel se couvre en un rien de temps, les nuages butent sur la barrière montagneuse, à l'ouest, de l'autre côté de la presqu'île et crevent. « Suva », commente en riant un commerçant, répétant en boucle le slogan publicitaire à usage touristique : « Les Fidji, insolites ! ». Pas faux, ce slogan, à condition de l'utiliser dans la moitié occidentale du pays.

Deux moyens pour y parvenir : la voie côtière, ou l'avion. Les routes mènent à peine sur l'intérieur de l'île principale, le cœur montagneux d'où descendent les rivières aux splendeurs vallées encaissées. Les routes ? L'appellation est excessive, et pourtant le colonisateur britannique n'a pas reculé devant des noms de baptême grandiloquents : celle du sud est la Queen's road ; celle du nord la King's road. En fait, quelques kilomètres de bitume, au sortir des villes, et ensuite, un large chemin.

Les Fidjiens ont subi le même sort. Leurs ancêtres, comme tous les peuples du Pacifique du Sud, dérivèrent au fil des siècles depuis l'Asie. Ils n'ont pas aussi les îles que la carte pourrait le laisser supposer : les relations, pacifiques ou martiales, étaient fréquentes avec les autres îles, et le royaume

en vadrouille. Tout le monde semble se connaître, s'aimer, se comprendre.

Le colonialisme britannique a eu l'art de fabriquer des sociétés qui sont des défis au bon sens, mais qui furent parfaitement adaptés aux besoins de quelques firmes privées et aux variations boursières. En Malaisie, il « importait » les mains-d'œuvre chinoise et indienne pour extraire l'étain et saigner l'hévéa ; aujourd'hui, les dirigeants de Kuala Lumpur s'attachent les cheveux à la recherche d'une solution politique et économique à leurs problèmes raciaux. Et les Fidjiens — les « Fils du sol » malais — disent avec raison que cette situation leur a été imposée par le maître blanc.

Un carrefour culturel

Au tout début du dix-neuvième siècle, grâce à des intermédiaires tongiens, les commerçants anglosaxons apprennent l'existence aux Fidji du bois de santal : les réserves seront vite épuisées. Mais les baleiniers viennent dans le secteur, puis les premiers missionnaires : en 1830, ceux de la London Missionary Society ; en 1835, les Wesleyens. L'Américain Wilkes explore plusieurs îles en 1840. Petit à petit, des Blancs, surtout venus d'Australie et de Nouvelle-Zélande, vont se fixer non sur les grandes terres d'abord, mais à Levuka, sur l'île d'Ovalau. Le coton local est jugé excellent : déjà commence la traite des travailleurs — polynésiens en l'occurrence.

La situation politique est instable : luttes tribales, rivalités de chefs et de rois encore attisées par des interventions directes des combattants du roi de Tonga, dont le « représentant » local, Ma'afu, contrôle une partie de l'archipel et soutient les prétentions du roi Cakobau, qui vient de se faire chrétien. Les Américains réclament des dédommagements pour une sombre affaire d'incendie d'une maison : les Français rôdent dans la région : la firme allemande Godeffroy (de Hambourg) veut étendre ses antennes à partir de Samoa. En 1862, Londres repousse l'idée, avancée avec fougue par son représentant local, Pritchard, d'annexer les Fidji. Mais les trafics continuent : les Fidjiens s'enrichissent et se mangent à belles dents, les Anglais arrivent guère à imposer le respect de l'ordre, le pouvoir fantôme qu'ils ont mis sur pied ne faisant guère l'affaire. Finalement, Gladstone se laisse convaincre, et Disraeli, son successeur, donnera le feu vert : le 10 octobre 1874, à Levuka, les chefs fidjiens « cèdent » leur archipel à la Couronne, au nom de laquelle Sir Hercules Robinson, gouverneur de la Nouvelle-Galles du Sud, signe le traité.

La traite des Indiens

sont repartis), sont devenus des citoyens fidjiens, et représentent aujourd'hui un peu plus de 50 % de la population de l'archipel. Ainsi, pour la culture, au profit d'une firme privée, de la canne à sucre, un pays a été bouleversé et se heurtera pendant longtemps encore à un défi de taille. Cette firme privée, la Colonial Sugar Refining Company, à capitaux australiens, aura fait parler d'elle jusqu'à tout récemment. Qui a, pendant les quatre-vingt-seize ans de tutelle britannique, dirigé l'archipel ? Les proconsuls de Sa Majesté ou les représentants de la C.S.R. ? Quelles qu'aient été les modalités d'emploi — travail sur les terres de la firme ou sur des terres louées à bail à des Fidjiens — les Indiens ont sans cesse été placés sous la coupe de la C.S.R. Les années 1960 ont finalement été marquées par de graves troubles sociaux, les producteurs de canne s'insurgeant contre leur exploitation par la société australienne. Un an avant l'indépendance de 1970, la C.S.R. a décidé de « débrancher » : elle a cessé toute activité à Fidji en 1972, mais les profits accumulés pendant un siècle lui ont permis d'investir dans d'autres secteurs, à Fidji ou en Australie. Après tout, on peut « perdre » l'Indochine ou le canal de Suez et continuer d'exister. Si, globalement, la culture de la canne à sucre demeure une affaire indienne (les raffineries ayant été

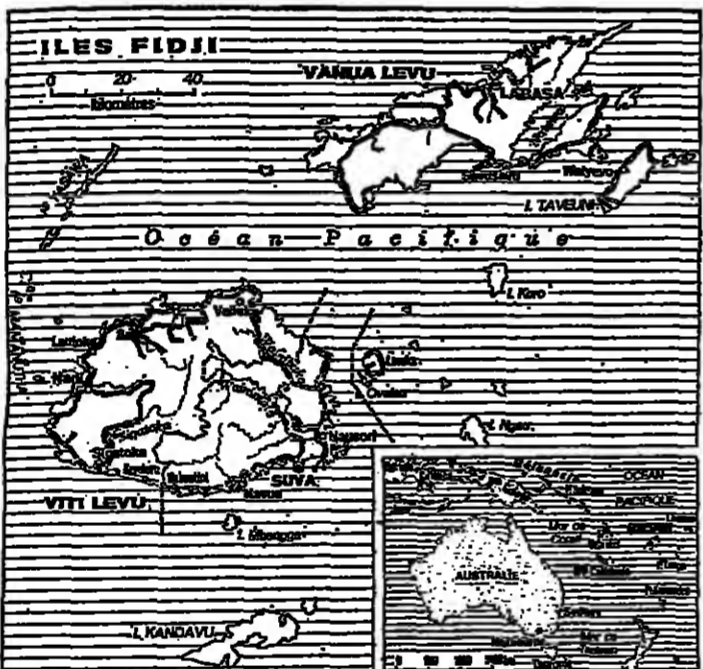
rachetées à la C.S.R. par l'Etat), des Indiens ont depuis des décennies essaimé vers d'autres activités. Ce sont eux, avec une petite minorité chinoise, qui donnent leur « couleur » aux villes, qui, commercant, conduisent les autocars et les taxis, dominent ce qui, dans le secteur tertiaire, n'est pas aux mains des étrangers. Les coutumes ont été conservées, avec l'usage des langues d'origine (hindou, urdu, etc.) et le port du sari ; la culture est vivante. Sur le plan religieux, toutefois, un élément frappe : l'hindouisme est d'une grande discrétion, et l'on ne voit pas ces grands temples qui se dressent au milieu de la diaspora, en Malaisie ou à Singapour, par exemple. Seule la minorité musulmane demeure de ce point de vue très vivante, avec ses mosquées et ses muezins dont les appels sont enregistrés sur magnétophone ; de leur côté, les Sikhs bâissent eux aussi, avec

liberté, leurs lieux de culte. Cependant, les conditions mêmes de la déportation des travailleurs indiens — promiscuité sur les bateaux et dans les « dortoirs » des plantations — ont rapidement fait s'écrouler les tabous sociaux : la communauté indienne des Fidji a presque totalement perdu la notion de caste. Les Britanniques ont naturellement été obligés de manœuvrer lorsqu'il s'est agi d'amener l'archipel à maturité politique. Il a fallu tenir compte des clivages raciaux, des caractéristiques féodales de la société fidjienne. Plusieurs expériences ont été tentées. Les Fidjiens se regroupant encore — en gros — selon des affinités ethniques, le système d'élection à l'Assemblée n'est pas des plus simples. Disons, en bref, qu'un certain nombre de Fidjiens et d'Indiens sont élus par leurs frères de race et d'autres par la population prise dans son ensemble. L'équilibre — précaire — est ainsi préservé. Il se perpétuera aussi

longtemps que les deux grands groupes humains continueront de penser et d'agir d'abord en fonction de leur origine, tendance que protège d'ailleurs la législation. Certes, les plus hautes autorités interdisent de poser officiellement les problèmes en ces termes. Il reste, ce n'est qu'un exemple, que toute modification du système foncier nécessite non seulement l'approbation des trois quarts des députés et des sénateurs (dont d'une partie des Fidjiens) mais aussi celle de six des huit sénateurs nommés par les chefs coutumiers fidjiens. Autant dire que le statu quo est constitutionnalisés. C'est bien pourquoi tant d'Indiens, auxquels l'accès de la terre est interdit, se considèrent en transit sur des îles qu'ils ont — même contre leur gré — bouleversées. Mais leur regard ne se porte pas vers Benarès ou Bombay : les visas demandés sont néo-zélandais ou canadiens.

Prochain article :

VISA POUR VANCOUVER



Les gros ballots (fruits, légumes, chiffons) ont été empilés à l'arrière et sur le toit de l'autocar. Le voyage commence route de la reine, vers Nadi (prononcer Nandi). Il faut compter presque une journée : même dans les centres urbains, où les autocars ont leur quartier général près du marché, on s'arrête un peu partout. Les trois premières heures se passent dans le froid : le véhicule n'ayant pas de vitres, la pluie trappe de petits rideaux de plastique que les passagers baissent, attachent, détachent, remontent, suivant les variations du temps. A droite de la route, la montagne déjà et sa végétation tropicale ; à gauche, une mince bande de terre, quelques bovins, et puis l'océan.

Tout d'un coup, à la sortie d'un méandre, entre Naboulti et Korolevu, le ciel bleu, la poussière envahit l'autocar ; apparaissent, malingres d'abord, puis, au fur et à mesure de l'avancée vers l'ouest, de plus en plus drues et vertes, les cannes à sucre. Suva, Fijit.

Auparavant, les villages étaient fidjiens. Voici, de plus en plus nombreuses, au bord de la route, des familles indiennes. Lorsque, un autre jour, nous ferons le voyage de la côte nord de Lautoka à Suva, nous aurons les mêmes impressions contrastées — en sens inverse simple- ment. Avec, en heureuse prime, l'un des plus beaux paysages qui soient entre Rakiraki et Matawai-levu d'abord, et ensuite dans la vallée de la Wainibuka (1).

Dix heures d'autocar, c'est long ; dix heures de radio hurlée, amplifiée par haut-parleurs, c'est beaucoup. Du moins cette expérience donne-t-elle l'occasion de constater la bigarrure humaine de l'archipel : Fidjiens au teint sombre, mélanésiens ; Fidjiens plus clairs, plus polynésiens ; In-

de Tonga notamment. Les Fidji se situent à un carrefour culturel : « Le corps est mélanésien, mais l'âme est polynésienne », a écrit un sociologue, phrase qu'a citée devant nous l'un des plus grands chefs coutumiers du pays. Il reste que le Blanc, avec sa technologie, ses visées impériales, ses intérêts économiques, son prosélytisme religieux, a provoqué dans la région un grand remue-ménage qui est loin d'être terminé. 1942 : Abel Janszoon Tasman « découvre » quelques îlots des Fidji. Ensuite viendront Cook, Bligh et d'autres.

Tournant politique, mais aussi tournant économique et, plus encore, humain. Les Anglais ne reculent devant rien : les cours du coton se sont effondrés, mais il faut sucrer le thé de Darjeeling. On plantera de la canne à sucre (depuis longtemps connue dans l'archipel, mais exploitée de manière artisanale). Après la signature de l'acte de cession, il a été décidé que 164 000 hectares de terres demeuraient aux mains des colons, le reste étant partagé entre les Fidjiens — dont les droits seraient bien protégés — et la Couronne. Les terres désignées seraient préservées et déclarées au gouverneur Gordon, il ne faudrait pas perturber la vie traditionnelle des villages. (Le même scénario a été mis au point avec les Malais et leurs sultans.)

La canne à sucre réclamant une main-d'œuvre abondante et dévouée, l'Inde fournirait ces travailleurs. Le 14 mai 1879, la première « cargaison » d'ouvriers bruns était débarquée : ces Indiens avaient été « persuadés » de faire le voyage à coup de mensonges et de promesses insensées. Pour le repos de l'ouvrier agricole, on embaucha sur les navires quarante femmes pour rent hommes, ce qui ne manqua pas de créer les rivalités que l'on imagine, mais permit une abondante procréation. Jusqu'en 1916, environ soixante mille Indiens ont de la sorte pris le bateau pour les Fidji. Ils ont souvent fait souche (un tiers seulement

CONTRÔLE
MELANGE WOOLMARK

60% Laine vierge
40% Polyester

Pantawool

Lavable machine

Un pantalon racé

Le mélange 60 % laine vierge
et 40 % polyester
donne au Pantawool
une élégance vivante,
naturelle et
des qualités pratiques :

- le Pantawool
se lave en machine (cycle laine 40°)
- son pli est permanent
- ses qualités sont contrôlées par
la WOOLMARK à tous les
stades de fabrication

notre modèle vedette
très beau pantalon
PRINCE DE GALLES :
(60 % laine vierge - 40 % polyester)

125_F

**MAGASIN 2
2^e ETAGE**

Samaritaine

PONT-NEUF (Paris)
VELIZY 2
ROSNY 2
CERGY

Les tribunes de discussion du XXI^e congrès ont révélé l'existence de débats de fond au sein du P.C.F.

Un débat plus nourri et plus animé que d'habitude. La presse communiste a, par de nombreux reportages, illustré la réalité de la discussion dans les cellules et de l'interrogation des militants devant certains aspects de l'union de la gauche. Le contribution aux tribunes, sans doute moins spontanée de ton, est souvent plus élaborée et au fond, à la limite, elle témoigne des préoccupations et de la sensibilité de militants confirmés et qui ont quelque chose à dire.

qualités
pas natu-
de l'écologie. »

se satisfait
par le
démarche
Flotet (Paris-
es prises
re pou-
cardipar-
le dans le
le projet
à capita-
l. Il sou-
offensive
le projet
omme et

**Le P.C. n'est pas une force
d'appoint**

Le dernier thème de discussion est le plus intéressant. Il concerne le rééquibrage de la gauche ». M. Léo Figueras, membre du comité central, dénonce cette campagne. Pour M. Essnard (Charente), « nous ne nous portons devant, demain, se contenter de jouer le rôle d'une simple force d'appoint doit être combattue ». M. Albert Laurent (Chambéry) pousse plus loin l'analyse. « Nous sommes trop nombreux, confondons dans une gauche informelle. » Aussi convient-il, à son avis, de montrer ce qui différencie les communistes des socialistes. Le projet de résolution devrait, survenir-t-il, être complété

sur les points suivants : « Ne pas abandonner la lutte contre le réformisme, la déviation, le révisionnisme ; marquer davantage, dans le cinquième chapitre, les particularités fondamentales des deux parties, et ainsi donner des orientations plus précises à nos formations unitaires et à ses comités ».

A travers les tribunes de discussion s'exprime ainsi, en marge de l'acceptation quasi unanime du projet de résolution et de la ligne politique, la volonté de changement du parti communiste renouer un peu à lui-même en s'ouvrant trop largement aux nouveaux adhérents, en attendant sans cesse, en limitant, le violence de changement de la société. Pour beaucoup de militants, le P.C.F. doit rester un parti de classe, à l'ancienne, et non un parti d'ouvriers, un parti marxiste et révolutionnaire, ne serait-ce que pour se distinguer de ses alliés et ne pas se laisser du terrain à ses adversaires. Si certains sont vaincus, ils le sont parce que jugés vaincs ou inutiles... ces craintes et ces préoccupations se restoront évidemment dans le prochain congrès, au vingt et unième congrès, auprès de la direction du parti, qui sera portée à prouver par ses prises de position qu'elles sont injustifiées.

Il arrive que la tribune de discussion de l'*Humanité* s'enrichisse d'une contribution militante prestigieuse. Ainsi, dans le numéro du 11 octobre, l'éditorial de la semaine dernière ce qu'il y a de nouveau dans le projet de résolution et souhaite que celle-ci souligne « le rôle moteur de la classe ouvrière » dans les transformations politiques à venir, cette union étant soudée autour de la classe ouvrière et grâce au leadership du parti dans les masses.

Au-delà de l'approbation de cette remise à jour, les contributions à la discussion publique visent le plus souvent à renforcer le texte sur tel ou tel point ou à souligner une lacune. M. Christian Cognard, de Châteauneuf, par exemple, que pour la première fois la présence de ministres communistes au gouvernement a été envisagée par une quasi-majorité des Français ». MM. Louis Régulier, secrétaire fédéral de Paris, Julien Lefebvre (Paris 9^e), Richard Jullien (Vincennes), et Jean-Louis Lemaître (Vincennes) demandent qu'un effort visible soit fait dans les en-

M. Pierre Dais, qui précise dans son dernier ouvrage *Prague au cœur* qu'il a quitté la P.G.F. (le Monde du 12 octobre), nous écrit : « Le titre « Pierre Dais quitte le parti communiste » a pu laisser penser à vos lecteurs que ma décision était toute récente, or j'ai décidé d'aller dans ce pays communiste l'automne dernier et j'ai communiqué à ma cellule quand l'humanité a tiré sur le bannissement de Soljenitsyne : « Soljenitsyne prend des racines en Suisse », c'est-à-dire le 12 février 1974 si j'ai bonne mémoire... »

Les tribunes de discussion sont cette année le cadre de véritables débats. Tel celui sur les conditions d'adhésion. La phrase du projet de résolution citée par le député de la Seine est *« sans restriction... »*, a fait bondir plusieurs militants. M. Henri Stern (dynak Paris) a lancé l'interpellation : « Comment supprimer le "et" qui paraît erroné et inutile de déclarer que peuvent être membres du parti tous ceux qui adhèrent pas le passage au socialisme. » M. Cognard, de Châteaufort, approuve : « On ne vient pas nous proposer de modifier le temps, histoire de faire quelques réformes du moment. » M. Rigues (Strasbourg, de Seyssel) se lève et proteste : « On ne nous propose pas de statuer sur la période ne correspondant plus à la période actuelle mais les conditions pas en fait. Ceux qui ne désirent pas le passage au socialisme. Le parti pas à un nom. Il s'appelle l'Union. Ça n'a rien qui ne soit porté pas à confusion. »

Le dernier thème de discussion est le plus actuel puisqu'il concerne le « rétrofitage de la gauche ». M. Leo Figueroa, membre du Comité national de cette campagne. Pour M. Estrada (Chartres), « l'Idée que nous avons de jouer le rôle d'une simple force d'appont doit être combattue ». M. Albert Laurent (Champanne) dit : « L'idée n'est pas bonne ». « Nous sommes », explique-t-il, « confondus dans une gauche immense qui ne peut rien faire ». Sur son avis, de montrer ce qui différencie les communistes des socialistes. Le projet de résolution demande : « Ne pas abandonner la lutte contre le capitalisme, dont le projet ne parle pas ». Dans un deuxième chapitre, les participants fondamentaux de notre parti ont été invités à donner leurs orientations ultimes et ses idées.

A travers les tribunes de discussion s'exprime ainsi, en marge de l'acceptation quasi unanime du projet de résolution et de la ligne officielle, une certaine inquiétude. Un parti communiste renoncer un peu à lui-même en s'ouvrant trop largement aux nouveaux adhérents ? Ne se laisser-elle pas entraîner, en limitant sa volonté de changement de la société. Pour beaucoup de militants, le P.C.F. doit rester un parti de classe, à l'opposé de la classe moyenne. Un parti marxiste et révolutionnaire, ne serait-ce que pour se distinguer de ses alliés et ne pas être assimilé à eux. Les communistes combattent-ils, en effet, pour que les combattants soient-elles parce que juges vaines ou inutiles... — ces craintes et ces préoccupations ne restent pas sans écho, au vingt et unième congrès, auprès de la direction du parti, qui sera position à prouver par ses prises de position qu'elle n'est pas injustifiée.

ANDRÉ LAURENS.

L'Histoire secrète du parti communiste français, de Roland Gaucher, est l'œuvre d'un professionnel de l'anticommunisme : on n'attend pas à sa sérénité. Son gros livre, qui se lit facilement — il est écrit de façon vivante, un peu vulgaire, dans la veine des romans d'espionnage, — affiche sa thèse.

Le parti communiste français est un « groupe de pression » dirigé du haut par son « Histoire tout entière ». Le reste, il le reste. L'analyse politique, en général, ne dépasse pas ce niveau. On y trouve, en bon ordre, un véritable florilège des thèses les plus ressassées de l'extrême droite.

une connaissance réelle, souvent précise, parfois inédite, de la partie immergée de l'histoire du parti communiste : ses finances, l'appareil clandestin, l'appareil antilarriériste, les liens avec l'Union soviétique. En fait, c'est l'ouvrage le plus pittoresque consacré à Jean-Baptiste Doumenge, le « nabab rouge » (on voit le style), seule la période qui s'arrête à la libération offre quelque intérêt. Tout le passif des vingt-cinq premières années du P.C. y figure, avec un luxe de détails (pas toujours vrais).

Ainsi Roland Gaucher achève-t-il de nous donner la mèche de Maryse, l'« impotreur de la mer Noire ». Ainsi, nous démonte-t-il, par la

Pourtant, s'il faut tout de même en parler, c'est que Roland Gaucher a

**« L'HUMANITÉ » : un pro-
hiérisme qui cache son passé.**

Sous le titre « Un pro-hiérisme qui cache son passé », *L'Humanité* s'en prend au véritable nom de l'auteur de *L'Histoire secrète du parti communiste*, publiée sous le pseudonyme de « L'Éclair », à l'occasion de sa participation, ce même lundi, à l'émission « Œuvres les guillemets », première chaîne, 19 heures.

On y a reproduit l'essentiel d'un débat diffusé samedi par France-Culture, dans lequel Roland Gaucher a été interrogé par un journaliste écrivain communiste, déclarant notamment : à propos de Roland Gaucher :

« ... comme si l'on y était », les mécanismes du financement du P.C. On ne perd pas un rouble de « Foras Moscou ». Ainsi, « l'histoire » de la description de l'appareil illégal ou des menées antimilitaristes au moment de l'occupation de la Ruhr ou de la guerre du Rif ; les tribulations de Jacques Doriot, semant la police et les services secrets ; le rôle de l'émissaire d'Abd-El-Krim, ont l'air de sortir d'un roman-feuilleton.

Enfin les relations avec Moscou : représentants de l'Internationale à Paris — en particulier le fameux Friedl, qui conseille très étroitement le P.C. — et, à l'été 1939, quand Roland Gaucher fait, après d'autres, le véritable *deux ex machina* du P.C. — voyages ou séjours à Moscou. Là-dessus, Roland Gaucher se repose en particulier dans une interview, justement, de 1959, où il désigne, à l'égard des « néo-droïstes » exclus, ou qui ont rempu-

à Il a été, en 1942, responsable
parisien des Jeunesses du R.N.F.
et du R.N.F. Il est entré, en 1943,
secrétaire du service de propa-
gande de Délé. A ce titre, il
a participé au comité de la légion
d'occupation de la zone de l'Est
bolchevisme. Il est parti en Alle-
magne en septembre 1944. Il a été
arrêté à son retour, en octobre
1945. Ce qui est frappant, c'est
qu'il n'a jamais part de son passé
basé sur les archives des bri-
gades spéciales (services de police
chargés sous l'occupation de la ré-
pression anticomunisme) qui se
sont sentis comme par hasard, à pu
arrêter... »

(*) Roland Gaucher, *Histoire
secrète du parti communiste* FR.
F.C., Albin Michel, 704 pages, 49 F.

(*) Du 10/10.

● **L'ERIS** (association d'études, recherches et informations socialistes) organise mardi 23 octobre à 20 h 30, à l'amphithéâtre X1, 1, rue Guy-de-la-Brosse (Paris-5e), une réunion sur « La gauche devant la crise du régime », animée par M. Jean Poperen, député, membre du bureau exécutif du P.S.



SAINT FRANÇOIS D'ASSISE

LES FIORETTI

(Les petites fleurs)

Dans la traduction de Frédéric Ozanam avec
45 merveilleuses illustrations sur bois de Paolo
Molnar.

Les Fioretti peignent avec une grâce étonnante, sous une
forme légendaire, proche des romans de chevalerie, la vie
de saint François et des premiers franciscains. La simplici-
té de la forme, l'ingénuité et la fraîcheur du récit donnent
à cette œuvre un charme tout particulier.

Dans la traduction de Frédéric Ozanam avec
45 merveilleuses illustrations sur bois de Paolo
Molnar.

Les Floretti peignent avec une grâce émouvante, sous une forme légendaire, proche des romans de chevalerie, la vie de saint François et des premiers franciscains. La simplicité de la forme, l'ingénuité et la fraîcheur du récit donnent à cette œuvre un charme tout particulier.



De nombreuses légendes entourent les évenements de la vie de saint François d'Assise. Né en 1182 d'un riche marchand, Pietro d'Assise, qui avait rapporté de ses voyages outre-mer un vif amour de la France, il reçut le nom de Francesco, le Français. On lui enseigna

Ce qu'est un livre édité par Jean de Boumot :
D'abord c'est un livre qui n'est semblable à
aucun autre, car il est réalisé dans le respect
des anciennes traditions du livre.

française et la poésie.

La guerre ayant éclaté entre Assise et Rome pendant les armées de l'empereur Julien, l'aristocrionnier, il demeura en un captif de son pays. Un songe le fait revenir à Assise. C'est là, à l'âge de 27 ans, que la Grâce s'empare d'eux et qu'il décide de sa vocation tout entière au service de Dieu.

A partir de cet instant, il fait vœu de la pauvreté d'Apôstolat. Désormais, il se consacre à l'enseignement. Il soigne les lépreux, il relève souvent trois églises tombées en ruine, il fonde des ordres franciscains, il se rend en Espagne d'évangéliser les Maures, puis en Syrie, en

graphie claire et aérée avec une belle mise en page. Un volume in octavo royal 14x21 cm.


II — Le Papier: c'est toujours le fameux papier fabriqué exprès pour nos éditions: un chic véreux par chiffon à la fois, filigrané et sans cassures ».

III — La Typographie et les corps 12 de la famille des Elzevir: est claire et aérée.

IV — La Reliure: pleine peau de monton, découpée au tran-

chert dans une seule pièce, décor d'époque aux fers à cheval»
à l'or fin, tirant 22 carats, sur les deux plateaux à los.

V. — Gardes et tranches de tête et 3 pages de garde enroulées avec motifs à l'or pondré sur fond d'Azur. Tranche de tête dorée à l'or fin 22 carats. Laminelle et signet assortis.



JEAN DE BONNOT
éditeur de livres rares et précieux.
7, Fg-Saint-Hugues - 75002 Paris - Cédex 08.

Je vous adresse ci-joint le prospectus de la collection de livres anciens que j'ai l'honneur de vous proposer. Je vous prie de vouloir bien me faire connaître si vous désirez recevoir gratuitement le prospectus de la collection de livres anciens que j'ai l'honneur de vous proposer. Je vous prie de vouloir bien me faire connaître si vous désirez recevoir gratuitement le prospectus de la collection de livres anciens que j'ai l'honneur de vous proposer.

Prénom.....
Nom.....
Ville.....
K

POLITIQUE

A PROPOS DE LA RÉVISION CONSTITUTIONNELLE

Droit de saisine et magistrature suprême aux États-Unis et en République fédérale

par ALAIN CLÉMENT

« La souveraineté du peuple n'est pas limitée; elle est circonscrite dans les bornes que lui tracent la justice et le droit des individus ».

BENJAMIN CONSTANT

Deux grands pays occidentaux possèdent une instance de révision constitutionnelle, les États-Unis avec la Cour suprême et la République fédérale d'Allemagne avec le Tribunal constitutionnel (Verfassungsgerichtshof de Karlsruhe).

Dans les deux cas, il s'agit, il est

en fait, de fédérations, et il faut bien prévoir un arbitre pour trancher les inévitables querelles de juridiction entre le corps et ses membres. Cependant, ce qui prime à l'origine, c'est le souci de veiller au respect des libertés fondamentales garanties par la Constitution. N'est-ce pas également la vocation du Conseil constitutionnel français ?

Une Cour infaillible

En Amérique, la Cour suprême dérive ses fonctions de l'article III de la Constitution et se réclame d'un principe mal défini, gauchement intitulé *judicial review*, ignoré du système légal anglais, contemporain des constitutions américaines de 1787. On peut l'assimiler, bien qu'il aille très au-delà, au « contrôle constitutionnel des lois ». En réalité, ce contrôle, dont la Cour suprême n'a d'ailleurs pas le monopole, s'exerce surtout sur des lois proprement dites. En revanche, il embrasse tacitement les « actes de gouvernement ». Dans tous les domaines du droit, la Cour s'érige en instance d'appel ultime. Comme l'a dit un de ses membres : « Nous n'avons pas le dernier mot parce que nous sommes infaillibles; nous sommes infaillibles parce que nous avons le dernier mot ».

Dans tous les documents et commentaires constitutionnels américains, l'adjectif qui revient le plus fréquemment est « limité ». Il s'applique aussi bien au gouvernement qu'à la Constitution. La souveraineté n'étant nulle part « détenue », il appartient à un organe extérieur au circuit de l'action politique de déterminer constamment la « limite » des pouvoirs publics.

Aux yeux des citoyens américains, l'autorité de la Cour suprême repose sur la pérennité d'un mandat temporel. La Constitution de 1787 étant censée exprimer la charte que le peuple des États-Unis a élaborée pour assurer sa solidarité et établir la justice à perpétuité.

Il est remarquable que la prééminence de la Cour suprême, qu'elle plaise ou déplaise, ait traversé intacte les crises et les révolutions, « alors qu'elle est à la merci du Congrès », puisque celui-ci est investi par la Constitution du pouvoir de créer le système judiciaire fédéral dont elle est le sommet. Le premier « *Judiciary Act* » date de 1789; il a été maintes fois retouché et corrigé par simple loi du Congrès, mais non pas altéré dans sa substance. Souvent à contrecœur, des élus se sont inclinés devant les docteurs de la loi, dépositaires héréditaires de la sagesse des grands ancêtres.

À la base, la Cour est simplement une cour. Elle n'a donc pas le droit d'autosaisine. « Une mesure peut être assés contraire à la Constitution que l'on voudra, lit-on dans un commentaire réputé, tant qu'elle n'est pas mûrie à un litige relevant d'une décision de justice; les cours fédérales n'ont pas le pouvoir de se prononcer sur sa constitutionnalité ». La « constitutionnalité de parties » s'apprécie selon la procédure applicable à une plainte ou à un recours (cas ou controverse) et le préalable à toute intervention de la Cour suprême. Mais l'abstention n'est pas l'imprévoyance. La Cour a récemment démontré avec

vérité, de fédérations, et il faut bien prévoir un arbitre pour trancher les inévitables querelles de juridiction entre le corps et ses membres. Cependant, ce qui prime à l'origine, c'est le souci de veiller au respect des libertés fondamentales garanties par la Constitution. N'est-ce pas également la vocation du Conseil constitutionnel français ?

Aucun juriste américain pourtant ne s'était risqué à prédire que la Cour accepterait de connaître de l'ab-

D'un univers à un autre

Passer de Washington à Karlsruhe, c'est quitter un univers pour un autre. Sans doute y a-t-il similitude d'intention entre le gouvernement de la loi (« *government of law* ») à l'américaine et l'Etat de droit (« *Rechtsstaat* ») de Bonn : dans les deux cas, ce qui est postulé, ce n'est pas seulement l'égalité devant la loi, c'est l'équité intrinsèque de celle-ci. Mais alors que les neuf « justices » de Washington ont, en fin de compte, mission de déchiffrer et d'exposer (to expound, selon le terme consacré) un texte constitutionnel qui n'a jamais dit son dernier mot, pour une bonne raison qu'il tient sur une douzaine de pages aussi éloquentes qu'évanescentes, le *Grundgesetz*, la loi fondamentale, de la République fédérale, se prête beaucoup moins à l'exégèse. Elaborée à loisir et au grand jour entre le 1^{er} septembre 1948 et le 24 mai 1949, par les soixante-dix députés du *Grundgesetz* (« *Grundgesetz* »), le Congrès (« *Bundestag* »), détachée à cet effet, elle offre peu de recours inexploités. La Constitution américaine, après une naissance difficile, a subi une série d'épreuves : extension territoriale (elle s'applique aujourd'hui à cinquante États contre treize à l'origine), guerre de sécession, industrialisation brutale. Ce qui lui a permis de survivre est peut-être son extrême simplicité : elle ne connaît que trois

branches : du « gouvernement », le législatif, l'exécutif et le judiciaire. La Constitution de la R.F.A., plus longue, plus explicite, pousse la fédération jusqu'à renoncer à un système judiciaire fédéral distinct de celui des Länder — mis à part les tribunaux administratifs supérieurs, *Finanzhof*, *Arbeitsgericht*, etc., mais en même temps, elle institue non cinq « branches » mais cinq « organes constitutionnels » : la présidence, l'Assemblée (*Bundestag*), la Chambre des États (*Bundesrat*), le gouvernement (*Bundesregierung*) et le tribunal constitutionnel (*Verfassungsgerichtshof*) de Karlsruhe.

Ce dernier, quoique composé de juristes de carrière, jouit d'une autonomie sans rival dans l'histoire juridique germanique (2). Entre autres, il n'a pas de ministère de tutelle. A-t-il pour autant l'espace de jeu, le *Spielraum* correspondant à la contribution qu'il est supposé apporter au « dynamisme évolutif » du processus constitutionnel ? La question est encore pendante. Le poids du bureaucratisme juridique pesé en sens inverse. Et il ne semble pas que, malgré ses velléités de rupture avec le passé, la majorité parlementaire, qu'elle soit, favorise les efforts du Tribunal pour tempérer une place équivalente à celle de la Cour suprême.

Un ciel constitutionnel serein

A vrai dire, le ciel constitutionnel de la R.F.A. est relativement serein. Il ignore les nuages lourds d'orages de ségrégation raciale ou du Watergate. De plus, le Tribunal constitutionnel n'a pas de « compétence générale ». La loi de 1951, qui le crée — amendée à diverses reprises

depuis lors — énumère avec grande précision les quinze « chefs de compétence » qui lui sont reconnus, qui vont des recours en validation de mandats électoraux à la destitution éventuelle du président de la République pour atteinte délibérée à la Constitution sur mise en accusation par les deux tiers d'une des deux chambres. La grande nouveauté est que le Tribunal peut être saisi par le gouvernement fédéral, un gouvernement de Land ou tiers des membres du *Bundestag* des « divergences d'opinion et des doutes » concernant la comptabilité d'une mesure législative ou réglementaire avec la Constitution.

C'est ainsi que l'Etat bavarois a porté devant le *Verfassungsgerichtshof* le traité conclu en 1970 entre Bonn et Moscou, alléguant qu'il rendait l'obligation inscrite au préambule de la Constitution, qui enjoint au peuple allemand de « réaliser l'unité et la liberté de l'Allemagne » — moyen dédaigné de mettre en cause l'occupation. La réponse de « Karlsruhe », à la Bavière, sanctionnant la déstabilisation pas exprimée dans un langage qui l'impose à l'opinion.

La loi réintroduit la notion ignorée par la Constitution de Weimar de « divergences d'opinion ou d'avis » quant à la constitutionnalité d'un acte des pouvoirs publics, elle rétablit le « pouvoir d'inspection » (*Prüfungsrecht*) des magistrats, qui peuvent soulever la question d'illégalité. Le tribunal de Karlsruhe étant la seule instance à statuer en matière de constitutionnalité.

C'est pourquoi les personnes physiques ou morales sont habilitées à saisir directement le Tribunal d'une plainte en constitutionnalité (*Verfassungsbeschwerden*), en n'ayant à justifier que d'un préjudice présent et personnel, lui aussi, ce qui exclut le « dolus eventualis », subi du fait des dispositions incriminées. A la date

Le Front national prépare sa rentrée politique

Tandis que se préparait la constitution d'un nouveau parti nationaliste, les principaux responsables du Front national ont tenu, le 19 octobre, à Paris, une réunion de travail. M. Jean-Marie Le Pen et les responsables du Front national ont discuté de leur rôle et de leur action future.

Electoralement, ce bilan n'a rien de très encourageant. Les candidats du Front ont obtenu des scores très faibles aux élections législatives partielles des 29 septembre et 6 octobre derniers : M. Le Pen lui-même, lors du scrutin présidentiel du 4 mai, n'a rassemblé sur son nom que 190 921 voix, soit 0,74 % des suffrages exprimés. Ces résultats administratifs, une nouvelle campagne électorale de l'extrême droite — particulièrement sensible dans un scrutin présidentiel où un parti de ses troupes faibles — ne peut que confirmer. Mais la campagne électorale doit permettre un effort d'implantation.

Cet effort s'est principalement manifesté en direction de la province à l'occasion des élections législatives partielles. « Il s'agit, explique M. Jean-Marie Le Pen, de mener une politique de « *front* » dans les zones rurales, de faire passer le message à la fois. Mais à terme c'est une attitude qui produira des résultats ».

Les sections de province ont donc été ramifiées là où elles existaient déjà, tandis que d'autres, notamment autour de ces candidatures, étaient créées sur pied. C'est que la brochure, puis la séparation officielle avec les éléments du Front qui dirigeaient le mouvement, ont permis au Front de se constituer en tant que parti politique.

« Quelqu'un a expliqué l'ancien député de la Seine, le plus proche du Front, que, par les élections de la vie politique française et les anciens O.N. étaient les plus proches du Front, mais peu nombreux, qui s'attachaient à l'œuvre du mouvement national ».

Pour convaincre militants et sympathisants d'extrême droite, il fallait leur faire sentir que le Front n'était pas un parti politique, mais un mouvement nationaliste.

Le Front national voudrait donc apparaître le plus rapidement possible sans aucun recours — « Je sais bien que nous n'avons rien obtenu sur aucune perspective d'une proche arrivée au pouvoir », reconnaît son président — du moins comme la formation politique qui, si minoritaire soit-elle, aura dit à temps de l'extrême droite regardée comme des vérités essentielles. C'est pourquoi ce parti souhaite que sonne l'heure de l'union nationale autour d'un programme de salut public ».

Bernard BRIGOULEIX.

« mobilisateurs », — un certain nombre d'opérations publiques. C'est de cette volonté d'occuper à droite le plus de terrain possible que procèdent notamment les actions de M. Jean-Marie Le Pen et ses amis qui ont toujours manifesté à ces thèmes la vigoureuse défense de la nationalité et la lutte contre la libéralisation de l'avortement auxquelles va se livrer ce trimestre le Front national (voir par ailleurs).

C'est que l'analyse de M. Le Pen et de ses amis les conduit à penser qu'une crise politique générale très sérieuse se prépare. « Je me refuse à spéculer sur cette crise, ou sur sa probabilité », affirme l'ancien candidat à la présidence de la République, mais il faut avoir le courage de mesurer l'extrême danger de la situation de l'Etat à laquelle nous assistons; et d'en envisager toutes les conséquences ».

Certes, lorsque le Front national a appelé à voter pour M. Giscard d'Estaing au second tour de scrutin, sans enthousiasme ni unanimité d'ailleurs (*Le Monde* du 14 mai), il n'espérait pas de lui plus qu'il n'en pouvait raisonnablement attendre : mais ses dirigeants laissent aujourd'hui entendre que même les assurances minimales qui avaient pu être données alors aux milieux d'extrême droite sur certains points (l'interruption de grossesse, les harkis, etc.) n'ont pas été respectées. M. Le Pen n'a pas manquant de mots assez sévères pour condamner « l'incroyable cynisme politique du grand bourgeois de centre gauche qui nous gouverne ». Pour l'ancien député, « la loi que M. Giscard d'Estaing a votée est une loi de déshonneur ».

Le Front national voudrait donc apparaître le plus rapidement possible sans aucun recours — « Je sais bien que nous n'avons rien obtenu sur aucune perspective d'une proche arrivée au pouvoir », reconnaît son président — du moins comme la formation politique qui, si minoritaire soit-elle, aura dit à temps de l'extrême droite regardée comme des vérités essentielles. C'est pourquoi ce parti souhaite que sonne l'heure de l'union nationale autour d'un programme de salut public ».

Bernard BRIGOULEIX.

LE CONGRÈS DE VERSAILLES

(Suite de la première page.) Cette réforme, présentée comme importante par M. Chirac, aux yeux duquel elle constitue un moyen de « donner à l'opposition des droits plus étendus », n'a pas bénéficié pour autant de l'adhésion des intéressés, lesquels jugent insuffisante l'initiative prise par le chef de l'Etat et se refusent à y voir l'amorce d'un

« M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, a déclaré, dimanche 20 octobre, à Digne (Alpes-de-Haute-Provence), à propos du Congrès de Versailles : « Ce n'est pas l'improvisation de Versailles qui tiendra la scène. Quelle mauvaise pièce ou à-on jouer ? Les copiers de Valéry-Marjanne ou bien les fourberies de d'Estaing ? »

PUBLICATION JUDICIAIRE

COURS D'APPEL DE PARIS

Arrêt du 12 février 1974

LA COUR... confirme le jugement entrepris en ce qu'il a déclaré BOISSET Yves coupable de complicité de diffamation publique envers Philippe BERNIERE à raison de la publication dans le numéro 419 du « NOUVEAU OBSERVATEUR » du passage de l'article « Les Services Secrets et le Forfait ».

Condame BOISSET Yves à MILLE CINQ CENTS FRANCS d'amende; Confirme le jugement sur le montant des dommages-intérêts.

Pour extrait : Avocat à la Cour.

Plus de la moitié des Français (56%) attendent de leur banque des conseils sur la façon de gérer leur budget (enquête IFOP-Banque Populaire).

Equilibrer son budget familial, c'est plus facile quand on est informé.

Le jeune couple sur 3 souhaite un système automatique de prélèvement pour se constituer un capital (enquête IFOP-Banque Populaire).

Se constituer un capital sans effort, c'est plus facile quand on est informé.

Banque Populaire

bilà pour enez, nou

Guide pratique de l'épargne



LES RADICAUX DU NORD SONT HOSTILES AUX PROJETS DE M. SERVAN-SCHREIBER

(De notre correspondant.)

Lille. — La fédération du Nord du parti radical ne semble pas décidée à faire sienne les propositions de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber en vue de la constitution d'un « parti radical socialiste et réformateur », avec la participation du Centre républicain. M. Jean Bertran, membre du secrétariat national, venu à Lille, le samedi 19 octobre, pour tenter de rallier les militants du Nord à cette entreprise, a été vivement pris à partie. La réunion, qui rassemblait une soixantaine de personnes, s'est achevée dans la plus totale confusion.

M. Claude Cateisson, président de la fédération, et qui anime avec M. Léon Gervais la tendance Contrat radical socialiste, favorable à l'entrée du parti radical dans l'union de la gauche, a déclaré : « Un nouveau parti ne peut naître que d'une réunion du congrès ; non de la décision autoritaire d'un comité directeur. Nous nous opposons à ce coup de barre à droite. »

M. Cateisson a fait valoir aussi qu'il son avis M. Michel Poniatowski n'était pas étranger à l'initiative de M. Servan-Schreiber, ce qui a provoqué quelques réactions dans l'assistance. M. Bertran a répondu : « C'est vrai, M. Poniatowski est favorable à cette initiative, dans la mesure où elle suppose à l'effacement politique... »

Un autre incident devait éclater à propos de la carte du parti attribuée directement par les instances nationales à certains membres présents à la réunion. M. Cateisson a voulu voir là une manœuvre de la direction pour reprendre en main la fédération du Nord. Des propos fort désobligeants ont alors été tenus à l'égard de M. Servan-Schreiber par certains participants.

Le seul point d'accord fut la décision de réunir une nouvelle assemblée de la fédération avant la prochaine session du comité directeur du parti.

■ Au cabinet de Mme Giroud, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargée de la condition féminine, sont nommés conseillers techniques Mme Martine Bolvin-Champeaux pour les relations avec la presse et le Parlement et Mlle Christine Chéned, magistrat à l'administration centrale du ministère de la justice.

Les relations des gaullistes avec M. Giscard d'Estaing

M. SANGUINETTI :
il n'y a pas eu de grogne
à l'U.D.R.

M. Alexandre Sanguinetti, secrétaire général de l'U.D.R., président samedi 19 octobre, à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), une réunion des cadres U.D.R. de Bretagne, en présence de deux députés du Finistère, MM. Guernier et de Bannier, a assuré que l'U.D.R. était prête à « accepter pour le pays les décisions qui pourront apparaître nécessaires si les sacrifices demandés sont équitablement et justement répartis ». M. Sanguinetti a également évoqué les deux votes à l'Assemblée nationale sur la sécurité sociale et la réforme du statut des suppléants, expliquant notamment : « Il y avait eu la même réticence de l'U.D.R. du temps de M. Pompidou et Messmer. Le mouvement avait déjà refusé d'entériner les décisions de l'administration des finances et montré qu'il ne veut pas qu'on touche à la Constitution. Il ne faut pas y voir de volonté de grogne maintenant parce que c'est M. Giscard d'Estaing qui est au pouvoir. Il m'est arrivé à moi aussi de voter contre un projet du gouvernement, notamment sur la régionalisation, et personne ne m'a mis à la porte. »

Au sujet des relations entre le P.C. et la gauche non communiste, M. Alexandre Sanguinetti a déclaré : « Le parti socialiste a actuellement un violent d'éléments potentiels considérables, mais il n'est pas au niveau du parti communiste au plan de l'organisation et des structures. C'est bien pourquoi, actuellement, M. Marchais fait du forcing. »

M. OLIVIER GUICHARD :
préserver l'autorité de l'Etat

M. Olivier Guichard, ancien ministre, député U.D.R. de Loire-Atlantique, déclare, dans une interview que publie Sud-Ouest lundi 21 octobre, à propos des « changements » décidés par le président de la République : « Ce qui me frappe surtout, c'est qu'ils ont un côté négatif : on lève des interdictions, j'espère qu'il s'agit d'une première étape, et qu'on en viendra vite à pratiquer un libéralisme plus constructif. »

« Pour moi, le problème numéro un n'est pas économique, mais social et politique : c'est de lutter contre la décomposition sociale si menaçante, c'est de préserver l'autorité de l'Etat. »

En ce qui concerne le rôle de l'U.D.R., M. Olivier Guichard précise : « Il faut que les gaullistes s'occupent d'abord de ce qui dépend d'eux et ne tiennent pas leur sort aux décisions d'autrui. Concrètement, cela veut dire que les gaullistes doivent être des agents actifs du rassemblement dans la société, dans leur ville, dans leur entreprise, dans les milieux qu'ils fréquentent. »

Interrogé sur son dessin politique, M. Olivier Guichard répond : « Toute mon expérience politique me convainc de marier la nation et la région. Depuis toujours, je pense que la diversité française est une richesse. La décentralisation est donc la tâche nationale numéro un. Cela veut dire qu'il faut la faire vivre en bas — et donc y prendre des responsabilités — et l'organiser en haut. Et pour cela, il faut un Etat, un Etat français cohérent. Nous sommes là pour y aider. »

Dans chaque ville

M. MICHEL JOBERT VEUT CRÉER
DES COMITÉS DE SOUTIEN
DOTÉS DE « STRUCTURES
EXTRÊMEMENT SOUPLES »

M. Michel Jobert, invité à Nice le samedi 19 octobre par le congrès de l'Association France-Etats-Unis en sa qualité d'ancien ministre des affaires étrangères, a indiqué au cours d'une réunion qui groupait quelque deux cent cinquante sympathisants, le sens qu'il entendait donner aux comités de soutien qui se constituent en sa faveur, en déclarant : « Ce seront des lieux de rencontre et de réflexion dotés de structures extrêmement souples où pourront s'exprimer toutes les bonnes volontés qui souhaitent leur origine et leur appartenance politique et par-delà toute classification traditionnelle. »

« Les comités devront réfléchir et s'adresser en priorité à la vie quotidienne et collective de chaque citoyen, à l'épanouissement de leurs responsabilités au sein de toute collectivité, et ce pour une France forte et consciente de sa propre existence. »

M. Michel Jobert a encore indiqué que ces comités devraient être constitués, dans chaque ville, de petits groupes de réflexion de vingt à vingt-cinq personnes. « J'entends, a-t-il dit, que l'impulsion vienne de la base. Il n'y aura donc ni président ni délégué régional. »

Dans une interview accordée à Radio-Monte-Carlo le 18 octobre, M. Jobert a évoqué le rôle de M. Giscard d'Estaing de 1967 à 1969, « itinéraire pendant lequel il n'a été qu'un homme politique », ajoutant : « Tout le monde sait les positions qu'il a prises, c'est-à-dire une certaine hostilité à Georges Pompidou et une position déclarée contre les projets du général de Gaulle. »

Dans les municipalités

DEUX ÉLECTIONS
DANS L'HÉRAULT

Un arrêté de scission, pris par le préfet de l'Hérault, le 28 septembre, a érigé la station touristique de La Grande-Motte en commune indépendante. Le premier tour a eu lieu le dimanche 20 octobre en vue d'élire un conseil municipal à La Grande-Motte et de procéder au renouvellement de celui de Mauguio, dont dépendait jusque-là la station touristique. Les résultats ont été les suivants :

● LA GRANDE-MOTTE (113 sièges à pourvoir) : Inscr., 784 ; vol., 620 ; suffr. expr., 607 ; liste pour le développement de la station, conduite par M. René Couvelinhes, ancien député U.D.R., moyenne de liste, 300 voix, 6 élus dont M. Couvelinhes ; liste pour la gestion et l'essor de La Grande-Motte, sans étiquette, 174 voix ; liste pour l'expansion, P.S., 76 voix. Il y a ballottage pour 7 sièges.

● MAUGUIO (23 sièges à pourvoir) : Inscr., 3130 ; vol., 2305 ; suffr. expr., 2184 ; liste P.S., conduite par M. Théo Luce, maire sortant, moyenne de liste 1641 voix, 23 élus ; liste P.C., 468. A Mauguio, au premier tour des élections municipales de mars 1971, les résultats avaient été les suivants : Inscr., 2838 ; vol., 2208 ; liste socialiste, 1322 voix, 23 élus ; action municipale, 450 ; liste P.C., 367. Sur la liste de M. Luce, La Grande-Motte était alors représentée par trois conseillers municipaux. Pour l'élection du 20 octobre 1974, ils ont été remplacés sur la liste sortante par trois représentants de Cardon-Plage.

● Le conseil des ministres a décidé à sa dernière réunion la dissolution du conseil municipal de la commune d'Arches (Haute-Savoie).

UN ÉCOLOGISTE ÉLU
MAIRE DE MARCKOLSHHEIM

La mini-élection ouverte au conseil municipal de Marckolsheim (Bas-Rhin) par la démission, le 16 juillet dernier, de onze conseillers municipaux hostiles à l'installation d'une usine chimique allemande, la Chemische Werke, se termine par la victoire des « écologistes ». Le dimanche 13 octobre, les onze conseillers réélus étaient tous hostiles à l'usine. Samedi 19 octobre, ils ont désigné leur nouveau maire, M. Léon Siegel, vétérinaire, et ses deux adjoints, M. Siegel a aussitôt déclaré : « Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour que cette usine ne vienne pas. » Puis il s'est rendu sur le terrain de la Chemische Werke pour saluer les militants écologistes français et allemands qui campent là depuis cinq semaines. Ces contestations requièrent sans cesse de nouveaux témoignages d'encouragement, notamment du parti communiste.

Mais si la crise municipale est terminée, une autre s'annonce : l'épreuve de force entre Marckolsheim et les dirigeants de la firme allemande qui entendent prendre possession de leur terrain. Autre affrontement prévisible : avec M. Siegel, préfet de la région Alsace, qui, ayant accordé le permis d'installation, a déclaré plusieurs fois qu'il ne reviendrait pas en arrière. Une solution de compromis viendra-t-elle du ministère de la Qualité de la vie ? Un inspecteur général, en 1972, l'inspecteur général, en 1972, par M. Jaxat, vient de s'entretenir avec les contestataires écologistes.

● Un concours sur titres est ouvert à la préfecture du Haut-Rhin, direction départementale de l'action sanitaire et sociale pour le recrutement de deux médecins de protection maternelle et infantile, employés à temps complet. Renseignements et inscriptions à la DASS du Haut-Rhin, service P.M.I., Cité administrative, 68026 Colmar.

ÊTES-VOUS OPTIMISTE

pour votre avenir ? ...

... alors « faites le point » avec nos spécialistes du Département « CARRIÈRE »

- Ils vous aideront à :
- Maîtriser vos problèmes,
- Établir une stratégie de comportement,
- Faciliter vos recherches de situation.

straplan

Corrépond des Hommes et des Entreprises
67, avenue Mozart — 75016 PARIS — Tél. 23-33-33
(Pour vos rendez-vous : appelez Sabine GUICHARD.)

Voilà pour vous informer. Venez, nous vous l'offrons.



A la question « s'il existait un petit livre simple donnant des conseils sur la façon de gérer son budget et expliquant en langage clair les possibilités de placement, est-ce que cela vous intéresserait ? »

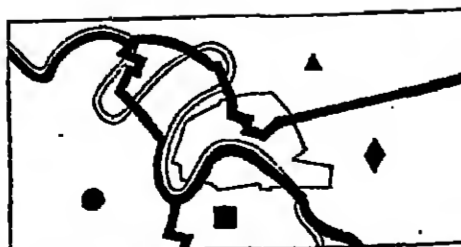
Plus de 56% d'entre vous ont répondu oui. C'est le premier résultat de l'enquête Ifop-Banque Populaire.

Banque Populaire

■ Banque Populaire Industrielle et Commerciale de la région Sud de Paris (BICS).
55 Av. Arside-Brand. 92120 Montrouge.

▲ Banque Industrielle et Commerciale de la région Nord de Paris (BICRNP).
32 Bd. Jules-Guesde. 93203 Saint-Denis.

◆ Banque Régionale d'Escompte et de Dépôt (BRED).
5 Av. du Château. 94300 Vincennes.



● Banque Populaire de la région Ouest de Paris.
2 Esplanade du Gd. Siècle. 78003 Versailles.



La TI-2550 a une mémoire pour vous au cas où...

Pour vous aider à calculer vite et sans problèmes : la TI-2550 de Texas Instruments.

Elle est équipée d'une mémoire dynamique qui enregistre un résultat pour le rappeler ultérieurement. Bien sûr, elle additionne, soustrait, multiplie et divise instantanément. Et pour les pourcentages, appuyez sur la touche %.

De plus, la TI-2550 est pratique. Elle fonctionne soit sur accumulateur, soit sur piles, soit sur secteur. Et, comme toutes les calculatrices électroniques Texas Instruments, elle ne sait pas faire d'erreurs.

Alors, pour avoir la mémoire des chiffres, il vous suffit de retenir celui-ci : TI-2550 de Texas Instruments. La TI-2550 est garantie un an, pièces et main-d'œuvre, par Texas Instruments.

Texas Instruments
l'électronique au bout de vos doigts.



TI-2550
459F ttc
housse et chargeur compris.

Texas Instruments France - La Bourdière - 92350 Le Plessis-Robinson - Tél. 630.23.43
Pour la Belgique : Texas Instruments S.A. - 106 avenue Victor Glisou - 1200 Bruxelles - Tél. (02) 762.26.88 et 26.89

budget familial,
quand on est informé

capital sans effort,
quand on est informé

Banque Populaire

POLITIQUE

LE CONSEIL POLITIQUE DU CENTRE DÉMOCRATE

M. Lecanuet veut relancer le mouvement réformateur

Les réunions, les samedi 19 et dimanche 20 octobre, du comité directeur et du conseil politique du Centre démocrate, ont été, pour le parti que préside M. Jean Lecanuet, l'occasion de préciser sa stratégie, après l'annonce des deux opérations de regroupement au sein de la famille centriste (d'un côté l'accord entre la Fédération des républicains indépendants et le Centre démocrate, de l'autre, l'entreprise de rénovation du parti radical sous l'autorité, notamment, de MM. Jean-Jacques Servan-Schreiber et Michel Durafour).

Dimanche, M. Lecanuet a confirmé sa volonté de continuer d'avancer dans les deux directions : d'une part, il a fait à nouveau état des liens qui unissent désormais son parti et celui dont est issu le président de la République ; d'autre part, il a — avec insistance — rappelé l'appartenance du Centre démocrate au mouvement réformateur.

Facilement, la garde des sceaux a marqué nettement les limites de son accord avec les giscardiens. Ainsi, il était question, dans le protocole rendu public le 30 septembre, d'« assises communes » au Centre démocrate et à la Fédération des républicains indépendants : « Nous n'en sommes pas encore là », a souligné à deux reprises M. Lecanuet qui, de la sorte, faisait droit aux réserves exprimées le matin même par certains membres du conseil politique, inquiets de la rapidité et de l'ampleur du rapprochement. Avant de réunir des assises communes, dont l'échéance paraît maintenant bien lointaine, si ce n'est à l'heure, giscardienne et centriste mettront donc en place un comité de liaison. C'est là un objectif plus modeste et M. Poniatowski pourra trouver, dans ce correctif, une indication sur la prudence avec laquelle M. Lecanuet agit dès lors qu'un projet risque, si peu que ce soit, de porter atteinte à la liberté de manœuvre de son parti.

En revanche, jamais le président du Centre démocrate ne s'était montré aussi attaché au projet du mouvement de réforme et de liberté. « L'évolution naturelle, de proche en proche, doit conduire à une restructuration de la majorité. Nous affirmons clairement notre volonté d'animer le Mouvement réformateur et d'animer une association active avec les républicains indépendants. C'est ce processus-là qu'il faut mettre en

marche. Il ne s'agit pas de viser un objectif de « politique politicienne » mais de travailler au rassemblement de tous ceux qui veulent construire un projet de société. Il appartient à la majorité nouvelle de dessiner la société réformée, la société transformée que souhaite le président de la République. »

M. Lecanuet a ajouté : « Nous ne sommes pas abandonnés au Centre démocrate à encore affirmé : « Certes, il ne s'agit pas d'aboutir à un parti unique : le parti radical a sa tradition, les républicains indépendants ont la leur et nous avons la nôtre. Il ne s'agit pas non plus de tenter de faire un rassemblement global. Il s'agit du surgissement d'un esprit nouveau. »

Jacques Servan-Schreiber déclarer : « L'époque du Mouvement réformateur est arrivée. » M. Lecanuet entend apparaître un jour comme le chef de file de la principale force politique appuyant l'action réformatrice du président de la République. C'est pourquoi il ne souhaite pas que disparaisse le Mouvement réformateur dont le nom même est utile dans cette entreprise. C'est pourquoi il ne tient pas à ce que M. Jean-Jacques Servan-Schreiber — l'intention du président du parti radical semble pourtant bien être celle-là — se démarque trop nettement, emportant avec lui une bonne part de l'image progressiste. Là n'est sans doute la seule possibilité pour le Centre démocrate de ne pas être écarté de son accord avec les giscardiens et de se situer, tout au moins, au centre gauche. Ce fameux centre gauche, objet de tant de convoitises et où les places risquent d'être chères.

NOËL-JEAN BERGEROUX

l'ation. La Centre démocrate est le centre gauche — avec ses amis réformateurs — d'une majorité nouvelle qui doit apporter son concours à l'Assemblée. Le regroupement de la majorité est donc le droit fil de l'action présidentielle. Le garde des sceaux devait déclarer encore sur ce sujet au micro d'ORF 2 : « Il faut tenter, sans porter atteinte à personne, de faire coïncider la nouvelle majorité présidentielle avec la majorité parlementaire, qui est antérieure à l'élection du chef de l'Etat. »

Interrogé sur ce que serait le contenu des « assises communes » entre giscardiens et centristes, assises dont il est fait état dans le protocole d'accord signé par M. Michel Poniatowski (pour la F.R.I.) et M. Jean Lecanuet (pour le Centre démocrate), en

Les beaux immeubles changent d'arrondissement.

Le XIX^e arrondissement fait peau neuve. Avec des immeubles modernes, des centres commerciaux, des communications facilitées. En conservant bien sûr ce qui fait le charme d'un Paris un peu oublié : un canal, des jardins et... du calme.

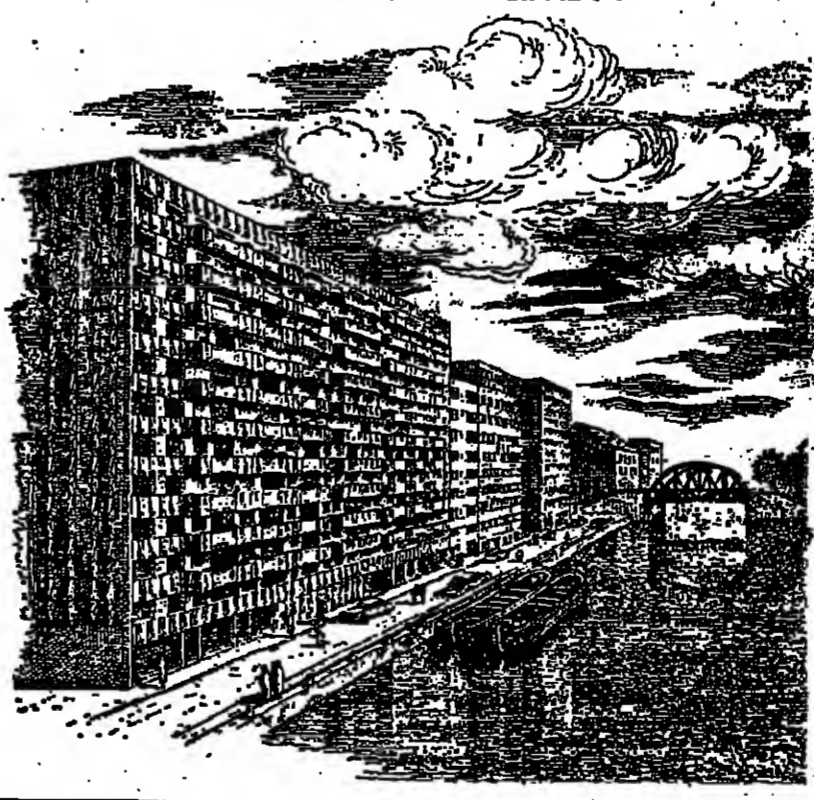
La rénovation gagne les bords du canal de l'Ourcq. Et c'est cet emplacement qui a été choisi pour construire le Doge.

Votre 4 pièces vous y attend : 3 vraies chambres, un grand living largement éclairé par des baies coulissantes, des balcons sur le canal ou sur les jardins. Au bureau de vente vous pourrez vous rendre compte, d'après la maquette exposée, de ce que sera très bientôt le XIX^e. Vous pourrez étudier, avec des spécialistes, les moyens de financement les plus adaptés pour devenir propriétaire d'un appartement au Doge.

17 types d'appartements, du studio au 5 pièces. Prix fermes, non révisables. Bureau de vente et appartement modèle sur place : angle des rues de Thionville et de la Meurthe, Paris 19^e. Tél. : 607.38.55. Lundi, Mercredi, Jeudi et Samedi : 11 h à 13 h et 14 h à 19 h. Vendredi et Dimanche : 14 h à 19 h. Renseignements et vente : Sivegi 15, av. de l'Opéra. Tél. 260.30.00.

le Doge
Dans le nouveau XIX^e.

Réalisation UFIC-SIVEGI



LA MOTION

On lit notamment dans la motion adoptée, dimanche 20 avril, par le conseil politique du Centre démocrate :

« Le changement s'affirme depuis l'élection du président de la République et la formation du nouveau gouvernement. Il se traduit notamment par des réformes sociales de première importance (...).

« La lutte contre l'inflation génère des inégalités sociales et de graves désordres économiques. Elle doit s'accompagner d'une politique dynamique de l'emploi. (...) Le crédit doit être modulé en tenant compte de la situation des P.M.E., des exploitations familiales agricoles, et des disparités régionales. L'épargne populaire et familiale doit être mieux protégée. (...) Les mesures sociales n'auront leur plein effet que si la reconstitution des revenus étant acquise, la fiscalité s'impose de façon plus équitable à tous. (...)

« Le Centre démocrate prend acte avec satisfaction du redressement de la politique européenne de la France ; il souhaite que la prochaine conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement (...) fasse franchir une nouvelle étape vers l'organisation politique de la Communauté européenne. Il souhaite que la France participe à l'agence européenne de l'énergie dans le cadre de l'O.C.D.E.

« Se félicitant de l'unité de vue et d'action du groupe réformateur de l'Assemblée nationale et du renforcement du groupe sénatorial de l'Union centriste, le Centre démocrate affirme la nécessité de développer le rôle du Mouvement réformateur. C'est avec cette volonté qu'il entend poursuivre une collaboration active avec les républicains indépendants pour établir un projet de société soutenu en commun. »

septembre dernier, le garde des sceaux a répondu : « Nous n'en sommes pas encore aux assises. Nous mettrons d'abord sur pied un comité de liaison auquel nous souhaitons que soit associé l'ensemble des réformateurs. » Il a conclu : « Ce qui compte c'est le contenu. Or le contenu qui porte de l'Etat est un contenu de réforme. Il se crée une identification entre le réformisme et le Centre démocrate. »

M. André Fossé, sénateur des Hauts-de-Seine, pendant l'un des travaux du conseil politique, avait notamment affirmé : « Nous sommes fondamentalement attachés au Mouvement réformateur. Nous n'entendons pas nous séparer de ce que nous avons mis sur pied. Nous nous refusons que nos partenaires du parti radical s'emparent de leur côté de renforcer ce mouvement. Pour notre part, nous nous efforçons de réunir la famille centriste. »

M. Jean-Marie Duillet, qui avait présenté devant le conseil politique le rapport de politique étrangère, avait déclaré : « Notre parti a pris acte avec satisfaction du début de redressement de la politique française en matière européenne. »

Le Centre démocrate organisera les 12 et 13 décembre, à Paris, un colloque européen sur les questions agricoles, colloque auquel participeront les représentants des partis politiques de la Communauté.

العمل

صوتك من الامم

ÉDUCATION

LE CENTENAIRE DE L'ÉCOLE ALSACIENNE

« Vous serez comme une avant-garde »

Le 7 octobre 1874, l'École alsacienne, alors installée rue Vavin à Paris, accueillait pour sa première rentrée une vingtaine d'élèves. Peu de temps auparavant, l'Alsace avait été annexée à l'Allemagne, et des parents, soucieux de préserver pour leurs enfants la continuité nationale, avaient préféré fonder une école à leur intention. Un autre souci devait présider à la création de l'École alsacienne : celui de maintenir des méthodes

pédagogiques très en avance sur celles de l'ensemble du pays.

Aujourd'hui, l'École alsacienne, qui célèbre son centenaire par de nombreuses manifestations et lance une souscription, est logée dans des locaux plus vastes, rue Notre-Dame-des-Champs. Subventionnée par l'État dès 1880, elle a, depuis 1958 un statut d'établissement privé sous contrat d'association. Elle accueille 1 400 élèves,

des classes maternelles au baccalauréat, mais n'en est pas moins restée fidèle à la volonté de recherche et d'innovation pédagogique qui animait ses fondateurs. En mars 1971, la qualité d'établissement pilote lui a même été reconnue par le ministère de l'Éducation nationale, justifiant en quelque sorte les paroles de Jules Ferry : « L'Université vous suivra et vous serez comme une avant-garde. »

« L'idéal est que chacun de nos élèves devienne un homme complet et équilibré : c'est ce que l'école doit faire. » Ce mot « équilibre » est l'un des premiers principes sur lesquels repose le fonctionnement de l'École alsacienne. Comme ses prédécesseurs, M. Georges Hacquard, qui en est le directeur depuis 1958, y tient beaucoup. « Pour le chef d'établissement, explique-t-il, c'est la possibilité de faire ce qu'il juge nécessaire sans avoir à demander d'autorisation préalable. Lorsque nous sentons qu'une réforme est nécessaire, nous la décidons sans rien demander à personne. Il est très important, ajoute-t-il, que le directeur et l'équipe de professeurs se sentent libres de leurs décisions. De la même façon, il faut

que les élèves se sentent libres dans le même contexte social, c'est-à-dire dans la mesure où le voisin est libre aussi. » L'anonymat, ce « lieu n° 1 », est prescrit à l'École alsacienne. Nommés et payés par le ministère de l'Éducation, conformément au contrat d'association, les enseignants (une centaine) sont toutefois choisis par la direction de l'école. Ils sont ensuite formés tout en ayant la responsabilité d'une classe. Les notions de « communication », d'« équipe enseignante », d'« interdisciplinarité », dont on parle souvent dans les établissements publics, existent ici réellement, même si la seconde d'entre elles réussit mieux avec certaines disciplines qu'avec d'autres.

La plupart des élèves ont d'ailleurs bien conscience de ce privilège. Ces élèves qui critiquent certains aspects de l'école — le milieu social, la confiance encore trop limitée qui leur est faite, n'en sont pas moins lucides : « Je ne peux pas comparer avec ce qui se fait dans les lycées, ajoute l'un d'entre eux, mais quand je compare avec la communale, je peux vous dire qu'on est réellement privilégiés. »

Un autre de leurs privilèges, dont ils sont peut-être moins conscients, c'est le taux de redoublement particulièrement bas. Jusqu'il est en moyenne de 5 % et culmine en fin de troisième avec 8 à 10 %, non compris les élèves qui partent parce qu'ils ne peuvent, estime la direction, redoubler.

M. Hacquard reconnaît certes que « la pédagogie pratiquée à l'École alsacienne est onéreuse ». Il ajoute toutefois qu'il y a aussi, parmi ses élèves, des enfants de familles modestes. Celles-ci ont le souci de leurs enfants et leur accordent la priorité « comme d'autres à leur poterie ». D'autre part, ajoute-t-il, « je voudrais que cette pédagogie soit généra-

lisée et gratuite. Cela suppose que l'éducation nationale ait des crédits plus importants et le gouvernement des priorités : est-ce la force de frappe ou la jeunesse ? »

Des succès, l'École alsacienne en compte énormément. Toutefois, toutes ses tentatives n'ont pas abouti de la même façon. Ainsi, en langues vivantes, constate le directeur, « nous n'avons rien fait de mieux que les autres ». Mais l'échec le plus remarqué tant par la direction que par les élèves est celui de la participation de ces derniers à la gestion de l'établissement. Les élèves ont, en effet, renoncé à participer au comité qui rassemblait notamment, outre leurs représentants élus, ceux de la direction et des enseignants, considérant qu'ils avaient un pouvoir insuffisant et n'étaient pas assez représentés. La direction recherche actuellement, avec eux, des structures de participation plus efficaces.

Comme tout autre établissement, l'École alsacienne est ainsi soumise à ce qui se passe à l'extérieur et elle n'échappe pas, en particulier, aux périodes d'agitation lycéenne. Ses élèves, comme les autres, ont été mobilisés contre la loi Debré et les projets de M. Fontanet.

Ce sont, pour M. Hacquard, « des moments difficiles ». C'est pourquoi, en période de crise, le règlement intérieur est aboli, et un comité d'établissement, modeste mais créé — qui se compose de représentants de la direction, des enseignants et des parents, — se réunit pour étudier la situation « au coup par coup ». Les élèves envoient des délégations pour ex-

poser leur point de vue. Même s'il est déjà arrivé que l'on décide la fermeture de l'école, la plupart du temps, estime son directeur, « on aboutit à quelque chose de positif, car notre but est de profiter d'un moment difficile pour en tirer des conséquences pédagogiques. En fait, le plus délicat est de faire comprendre aux parents que nous ne pouvons pas empêcher ce genre d'agitation même si cela nous gêne ». Mais ce qui préoccupe le plus le directeur de l'École alsacienne c'est de ne pas avoir encore trouvé les moyens de préparer ses élèves à leur rôle futur de citoyens, surtout depuis qu'une partie d'entre eux sont majeurs des dix-huit ans.

Il espère trouver avec les élèves une solution à ce problème difficile. Néanmoins, M. Hacquard éprouve une pointe de regret. « Si l'école doit tout enseigner sans ce qui est essentiel, à quoi cela sert-il ? Or l'école n'enseigne ni le civisme, ni les relations d'homme à homme, ni les relations de couple, ni les relations de parents à enfants, ni la vie sociale. L'École alsacienne est à mi-chemin de ce qu'il faudrait faire, car toute la formation humaine ne se fait qu'à propos du reste. Ce devrait être l'inverse. »

CATHERINE ARDITTI.

E. PEYNAUD

Connaissance
et travail
du vin
DUNOD 65 F

ETUDIANTS EN MÉDECINE

L'I.S.T.H.

Fort d'une réputation universitaire exceptionnelle depuis 20 ans vous propose aux

PCEM 1 et 2

● Petits groupes de 10 à 12 étudiants (tous les C.H.U.)

● Maîtres assistants confirmés

● Contrôle effectif des connaissances.

Document, gratuite et inscript.: INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES, 8, av. Léon-Roux - 75016 PARIS. Tél. : 879-48-14 - 327-15-15 (N° Mirabeau - Église d'Antony)

ENGLISH

Audiovisuel

ENGLISH

Mini-groupes

ENGLISH

Stages

SEMI - INTENSIFS

ACCÉLÉRÉS

NORMAUX

CLUB INTERNATIONAL

AUDIOVISUEL

222, av. de Maine, 75014 PARIS

Métro : Alesia

734-44-28

(Publicité)

Le département d'Arabe de l'Université de Paris-VIII organise un stage annuel d'initiation à la pratique de la langue arabe moderne et aux problèmes du monde arabe contemporain, sur 25 semaines à partir du 8 novembre 1974. Les cours ont lieu le vendredi soir et le samedi matin. Inscriptions et tarifs : Service de la Formation Permanente, Université de Paris-VIII, route de la Touraille, 75571 Paris cedex 12, tél. 800-96-70, poste 329.

Les maths modernes

Nombre de recherches entreprises à l'École alsacienne sont maintenant appliquées dans les établissements publics ou pour suivies en liaison avec les services spécialisés du ministère de l'Éducation. Si l'on considère simplement les quelques dix dernières années, les exemples — et non des moindres — abondent. En 1964, l'École alsacienne est le premier établissement à disposer d'un centre fermé de télévision, contrôlé par le centre audio-visuel de Saint-Cloud, à qui appartient le matériel. Quelques établissements publics ont ensuite bénéficié d'une semblable installation, mais leur nombre, aujourd'hui encore, est très limité.

Un an auparavant, l'École alsacienne avait commencé à expérimenter l'enseignement des mathématiques modernes dans les classes primaires. Depuis, cet enseignement a fait son entrée dans les écoles publiques, et, lorsque la commission présidée par M. Lichnerowicz s'est préoccupée de rénover les programmes de mathématiques dans l'enseignement secondaire, les professeurs de l'École alsacienne ont bénéficié de décharges de service pour participer à ses travaux.

L'introduction des mathématiques modernes à l'École alsacienne a très vite bouleversé un autre enseignement : celui du Français. L'équipe enseignante s'est en effet aperçue qu'il n'était plus possible d'enseigner la grammaire comme avant, à partir de règles. C'est ainsi que dans ces classes, où les

enfants disposent de tableaux accrochés à toutes les hauteurs pour pouvoir écrire dans la position qui leur convient le mieux — même à plat ventre — on s'est schématisé vers un enseignement du Français qui parte de l'expression des enfants. En cours d'expérimentation, l'équipe s'est aperçue qu'à l'éducation nationale une commission présidée par l'inspecteur général Rouchette, étudiait le même sujet. « Alors, conclut M. Hacquard, on a travaillé ensemble. »

D'autres commissions de travail officielles ont fait appel aux professeurs et aux membres de la direction de l'école. Les dernières en date sont d'une part, la commission sur la liaison entre les enseignements de mathématiques, de sciences physiques et de biologie, et, d'autre part, le groupe de réflexion sur la réforme du second cycle de l'enseignement secondaire.

Cette dernière correspond d'ailleurs à la plus récente des expériences entreprises à l'école (en même temps que les travaux de recherche des enseignants sur « l'évaluation ») : la demande à la direction de l'Éducation. Comme l'École alsacienne, quelques lycées publics participent, depuis deux ans, à cette expérimentation, qui se caractérise, pour l'essentiel, par un enseignement à options et la pratique du travail indépendant. Elle débouche en fin de parcours sur un baccalauréat spécial, dont la première session sera organisée en 1975.

« Drôlement privilégiés »

Les disciplines qui participent ici au travail indépendant sont le français, l'histoire, les langues vivantes et les mathématiques. Dans chacune d'entre elles, dès la classe de seconde, les élèves disposent d'un mois environ pour préparer un « mini-mémoire » sur un thème qu'ils choisissent parmi une liste de sujets proposés par les professeurs : la vie de Molière (en histoire), la famille sous la Renaissance, l'art culinaire du seizième siècle... En fonction de leur choix, les élèves se regroupent en équipes, dans lesquelles ils se répartissent le travail.

Faute de place, la documenta-

tion mise à la disposition des élèves pour leurs recherches est modeste. Ils complètent leurs informations dans les bibliothèques municipales, ou au cours des voyages d'études que chaque classe fait une fois par an à Rome, à Florence, aux Pays-Bas ou dans le Quercy, selon le programme. Mais ils trouvent aussi beaucoup de documents dans la bibliothèque familiale.

La grande majorité des élèves qui bénéficient de la pédagogie de l'École alsacienne appartiennent, en effet, à un milieu socio-culturel privilégié. La scolarité est de 900 francs par trimestre, quel

UN ACCROC POUR
le bon motif...

Un peu d'imagination pour découvrir un motif original dans une pièce personnelle ou créée (fort) thermocollante QUICK NIGAL qui, posée d'un simple coup de fer, répare l'accroc. Et ce tient aux lavages et nettoyages à sec. Merceries, grande magasins, ou chez NIGAL, B.P. 157, 98054 Roubail.

De novembre à juin
préparations parallèles à la Fac.
SC PO-ENA
entrée en 1^{re} et 2^e a. Encadrement
en cours d'AP concours ENA

DROIT-SC ECO

(1^{re} et 2^e année) Encadrement
dans les principales matières par
groupe de quinze et par centre

C.E.P.E.S.

Groupement libre de professeurs
57, r. Ch.-Lafitte, Nanterre (92)
722-94-94

UN NOUVEAU FLEAU
L'IMPAYÉ

Signe des temps où la loi de la monnaie : les factures, notes, traites, chèques impayés prolifèrent.

Les mauvais payeurs ont beau jeu : les frais de procédure sont si élevés que les créanciers sont découragés d'avance.

Pourtant, il existe un organisme qui, sans demander de provision, obtient des résultats indéniables dans le recouvrement des impayés. Il est rémunéré au pourcentage sur les encaissements ; ainsi, ses clients ne courent aucun risque.

Si vous avez des impayés quels qu'en soient le montant, le lieu ou la cause, demandez-lui tout de suite sa documentation et ses références. Il s'agit du

Cabinet M. D'ORMANE
5, rue Yvon Villarceau PARIS 16^e
Tél. 727.10.21 - 704.39.58

Mr. _____

Prof. _____

Adr. _____

Désire recevoir documentation.

Quartier.

Montsouris. Un quartier parisien qui reste ce qu'il était.

Une vraie vie de rue.

Le Parc à deux pas.

Des immeubles séculaires, un nouvel immeuble

mais de tradition : le vôtre.



Animation.

Montsouris s'endort. Vous voulez sortir. Tout à côté.

L'avenue d'Orléans : ses

boutiques, ses cinémas.

Montparnasse : restaurants, cabarets et bars

américains. Le Quartier

Latin : faune et flore.

Appartements.

Bien équipés et disposant

d'une excellente isolation

phonique et thermique.

Pas de bruit. Économie

de chauffage. Pour nous,

c'est la moindre des choses.



Placement.

Aujourd'hui, placer dans la pierre, c'est indexer son épargne. Demain, habiter Paris sera un privilège convoité. Sans prix.



réalisation.

CERDZ

1, rue de Valenciennes 75013 PARIS

Tél. 734.54.70

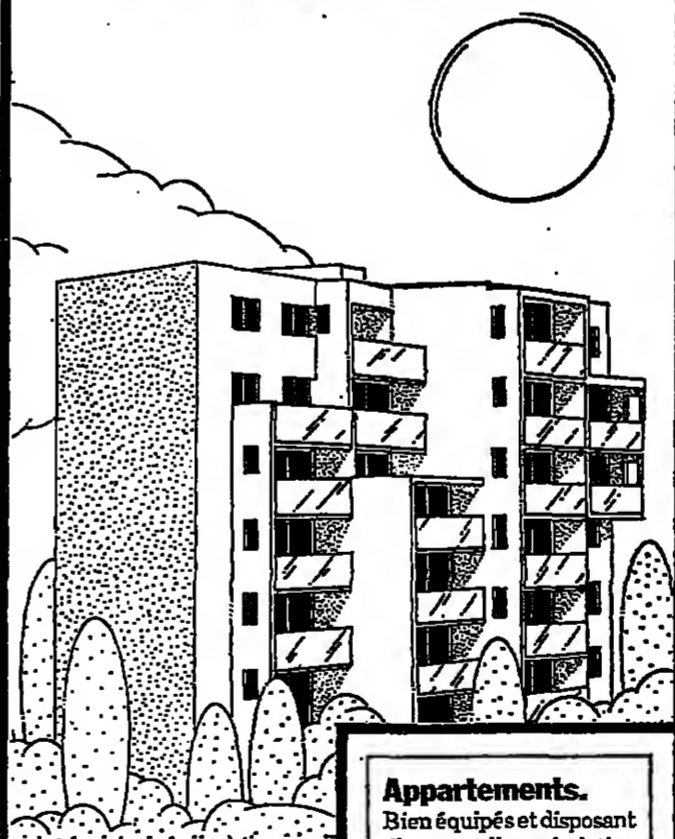
Venez nous rendre visite
à notre bureau de vente,
23, avenue René Coty, 75014 Paris
Tél. 587.12.95.

Bureaux: Copier & An.


LE MONTSOURIS SAINT-GOTHARD.

23, avenue René Coty. 14^e. A côté du plus beau parc de Paris.

4 valeurs sûres.



Le synode aborde sa phase finale


 Imprimerie
 du « Monde »
 3, r. des Italiens
 PARIS-IX^e

Reproduction interdite de tous arti-
 cles, sans accord avec l'administration

HENRI FESQUET.

Mme Irène BENSAÏON,
née Suzanne Lépine,
survenue le 16 octobre 1974 à P
L'inhumation aura lieu au c

Le professeur et Mme Claude de Gaudart d'Allaines,
M. et Mme Michel de Gaudart d'Allaines,

Sultan, Memmi, Lussato, Willin et
Siama,
ont la douleur de faire part du
décès de

et le Bitter Lemon.

140 de croisière sans bruit. Et sans essence.



Venez l'essayer chez nos concessionnaires.

- 1.5 cilindros**

 Mercedes 240D 3.0. la première Diesel 5 cylindres.

Mercedes-Benz, les meilleures berlines Diesel du monde.

(*) Selon normes DIN 70 020.

SCHWEPPES. Il faut choisir entre
l'« Indian Tonic »
et le Bitter Lemon.

UNE « RÉFORME » SUPERFICIELLE

Le gouvernement danois n'a pas osé toucher à un système fiscal très critiqué

Copenhague. — Le gouvernement danois minoritaire libéral, présidé par M. Hartling, au pouvoir depuis décembre 1973, a réussi, après cinq semaines de négociations serrées avec les dix partis siégeant au Folketing, à faire voter le 20 septembre par une mince majorité de parlementaires (« le Monde » du 23 septembre), grâce à l'abstention du groupe social-démocrate, une réforme fiscale, qui entrera en application le 1^{er} janvier 1975.

Toutefois ce tableau encourageant risque, dans la plupart des cas, d'être faussé par une série de facteurs. Le gouvernement a décidé que le manque à gagner pour le Trésor par suite de ces allègements, évalué à 0,7 milliard de couronnes (5 milliards de francs et demi), sera compensé par des économies diverses opérées dans le budget national, et c'est là que les choses se compliquent.

Un coup de frein

Le mot « réforme », employé officiellement à cette occasion par les dirigeants de Christiansborg, est assez impropre, car en réalité le texte adopté, s'il prévoit une série de changements de détails dans le calcul et l'échelle des impôts directs revenant à l'État, n'a pas touché aux structures de base d'un système fiscal socialement fort critiqué, pour ne pas dire humiliant par l'ensemble de la population. Celle-ci, dans un élan sans précédent, ne lui a-t-elle pas, lors du dernier scrutin législatif il y a moins d'un an, manifesté nettement son hostilité, en retirant sa confiance aux cinq partis traditionnels qui l'avaient mis au monde entre 1968 et 1970 et en envoyant à la Chambre unique vingt-huit représentants du tout nouveau Parti du Progrès, partisan de la suppression de l'impôt sur le revenu ?

La mini-réforme de M. Hartling a au moins un mérite : celui de marquer un léger coup de frein dans l'escalade

De notre correspondant

En premier lieu, une partie de ces économies seront faites sur différentes prestations sociales (diminution ou suppression des allocations familiales, retrait de l'assurance-accident, diminution des allocations logement, etc.). Résultat : de nombreux foyers, qui auront la satisfaction de voir leurs impôts d'État inchangés ou peut-être même un peu diminués, perdront en revanche un pourcentage d'aide sociale substantiel. La répartition de ces économies n'a pas encore été faite. Les six partis, qui ont soutenu en septembre le projet de loi fiscal, les ont seulement approuvées en bloc. De nouveaux pourparlers avec les différents groupes du Folketing doivent en accélérer le montant chapitre par chapitre ; ces discussions s'annoncent déjà très délicates, car, évidemment, chaque parti cherchera à tirer à lui et à dia selon les besoins de sa clientèle électorale.

fiscale vécue douloureusement par le pays cette dernière décennie — escalade qui, en un temps record, a fait des Danois les citoyens les plus imposés d'Europe par tête d'habitant. — Le pilon fiscal en outre n'épargne personne, même les plus modestes. L'été dernier, un étudiant de passage occupé à la plongée dans un grand hôtel se voyait retenir par le fisc 40 % de son salaire !

A partir de janvier, le minimum imposable de chaque résident (célibataire) passera de 7 000 à 9 000 couronnes (5 400 à 7 000 francs). Il sera de 17 000 couronnes (13 000 francs) pour les retraités et les personnes titulaires d'une pension d'invalidité. Pour les premières 50 000 couronnes imposables (39 000 francs), le prélèvement fiscal de l'État s'élèvera à 18,6 %. Entre 50 000 et 90 000 couronnes (39 000 et 70 000 francs), il atteindra 33 % ; au-delà, quel que soit le volume des revenus, il plafonnera à 43,8 %.

Mécontentement des municipalités

Ces barèmes signifient, en pratique que les contribuables qui seront amenés à encaisser, en 1975, 10 000 couronnes (8 000 francs) de plus qu'en 1974 n'au-

ront pas à verser à l'État de sommes supérieures à ce qu'ils avaient dû acquitter pour cette année.

En second lieu, pour économiser au maximum ses propres recettes, le gouvernement a résolu de se décharger de certaines obligations financières sur les communes et les départements. Désormais, par exemple, les frais de séjour ou d'hospitalisation à l'hôpital central de Copenhague, géré directement par le ministère de l'Intérieur, devront être payés par la commune où réside le malade.

On ne s'étonnera pas après cela que la plupart des municipalités considèrent avec mécontentement et ironie cette réforme dont elles vont principalement faire les frais. Tirant la leçon des événements, communes et départements, qui, pour établir leur budget de 1975, avaient attendu de connaître le contenu des nouveaux textes de loi, ont augmenté plus que prévu le pourcentage des impôts sur le revenu qu'elles ont

la possibilité de fixer et de percevoir directement de façon indépendante. Les impôts fonciers (sur les terrains, les propriétés immobilières et les habitations locatives), prélevés également par les communes, connaîtront de leur côté des hausses encore plus importantes.

En résumé, dans l'agglomération de Copenhague, les impôts communaux (sans les impôts fonciers) s'échelonneront en 1975 entre 17 % et 24 % des revenus imposables.

Les bénéfices de l'allègement fiscal du siècle, comme l'a proclamé le premier ministre, ne seront sans doute que très modestes, pour ne pas dire inexistantes. Beaucoup de familles se verront reprendre d'une main presque totalement ce qu'on leur aura donné de l'autre. Tout cela ne pourra être véritablement vérifié que dans le courant du mois de décembre, quand les Danois, comme le veut la coutume, recevront leur feuille d'impôt pour 1975 indiquant le pourcentage de retenue à la source pour les salaires et le chiffre des mensualités à acquitter pour les autres Pourcentage et mensualités sont calculés en fonction des revenus potentiels que le contribuable est censé gagner en 1975.

En attendant cette surprise de Noël, à laquelle aucun d'eux n'échappera, les Danois se demandent quand leurs dirigeants se décideront enfin à s'attaquer à une réforme en profondeur qui leur permettrait d'échapper à la jungle administrative et fiscale dont la réforme de M. Hartling ne les a pas écartés d'un pouce malheureusement.

CAMILLE OLSEN.

SELON L'O.C.D.E.

La Suède devrait assumer une part raisonnable du déficit global des pays industriels

La Suède, comme d'autres États dont la balance des paiements est relativement solide, devrait assumer une « part raisonnable » du déficit global des pays de l'O.C.D.E. Tel est l'avis émis par les experts de l'Organisation de coopération et de développement économiques dans leur rapport annuel sur ce pays.

En effet, si, par suite de l'augmentation du montant des importations pétrolières, la balance de paiements courants suédoise doit être déficitaire, en 1974, ce déficit sera plus faible que dans la plupart des autres pays et « son financement ne devrait pas poser de problèmes ».

En 1973, grâce à une forte poussée des exportations de produits manufacturés et de matières premières — les ventes totales à l'étranger ont augmenté de 15 % en volume — liée en partie à la dépréciation de la couronne et à la faiblesse de la consommation intérieure, la balance commerciale de la Suède a enregistré un excédent de 6,7 milliards de couronnes (1 couronne égale 1,06 franc), le double de celui de 1972. En 1974, le montant des importations de pétrole devant passer de 5,1 à 12,3 milliards de couronnes, soit une augmentation de 7,2 milliards (8 % du produit intérieur brut), cet excédent serait ramené à 1,1 milliard de couronnes.

La balance de paiements courants, qui comprend aussi le fret, le tourisme, les services et les transferts,

quant à elle, est excédentaire, de près de 5 milliards de couronnes l'an dernier, soit 2,25 % du PIB. Cette année, elle serait, selon l'O.C.D.E., déficitaire de 1,8 milliard de couronnes, soit moins de 0,75 % du PIB — le déficit prévu officiellement est de 0,8 milliard de couronnes. Le résultat, quel qu'il soit, sera en tout cas meilleur que celui enregistré dans l'ensemble de la zone de l'O.C.D.E.

L'apparition de ce déficit est liée, bien sûr, au relèvement des prix du pétrole, mais aussi à un redressement de l'activité de ce pays. L'expansion a, en effet, été relativement faible au cours des trois dernières années.

En 1974, les autorités prévoient une croissance économique « plus vigoureuse » et s'attendent que le PIB augmente en volume de 4,5 % (+ 1,7 % en 1973), avec une progression un peu plus rapide de la demande intérieure.

Bien que l'accélération de l'inflation ait été beaucoup moins marquée en Suède (+ 7,8 % en 1973) que dans la plupart des autres pays, le coût de la vie pourrait, cette année, souffrir d'une hausse de + 10 %. Étant donné, note l'O.C.D.E., « l'opportunité de continuer à freiner l'évolution des prix », étant donné aussi « le récent notable du chômage enregistré récemment », qui serait de 2 % de la population active en 1974 contre 2,4 % en 1973, « il ne serait pas déraisonnable de viser à réaliser un régime d'expansion plus rapide » que prévu.

(PUBLICITÉ)

Lanvin, 15, Faubourg St-Honoré, Paris

Les cravates spéciales Lanvin ou les attraits de la singularité

AN CROQUE le dictionnaire, décorer peut signifier selon le contexte embellir ou honorer. Les cravates spéciales Lanvin concilient volontiers les deux termes tant il est vrai que celui qui les porte a de quoi se sentir une âme de commandeur.

Il faut en effet savoir que ces cravates ont une singularité. Créées par Lanvin, elles ne sont fabriquées qu'en très petit nombre : cinq ou six exemplaires à peine pour chaque modèle. Jamais plus : c'est une règle.

Comme une toile de maître C'est au-dessus du magasin, dans un atelier qui rappelle celui d'un peintre, que tout

au long de l'année, les modèles sont créés. Chacune des cravates dans son originalité porte un nom, un peu comme une toile de maître. En voici une baptisée « Ecadre » dont les dessins évoquent des vaisseaux. Celle-ci nommée « Forestière ». Ou encore cette autre si fluide et si légère appelée « Voilage ». Ironie du sort : un modèle un jour baptisé « Trafalgar » fut un de ceux qui connut l'un des plus retentissants succès...

Pour chacune des trois collections de l'année, une quinzaine de cravates seulement sont retenues. Dessinées à Paris, elles sont tissées à Lyon. Cela ne relève pas d'une décentralisation à la mode,

mais plutôt d'un respect des compétences locales, aujourd'hui légendaires.

Là, dans des ateliers où la notion de « temps passé » n'a jamais supplanté celle de « qualité », fidèles en cela à l'esprit de leurs ancêtres, fournisseurs des rois de France, des maîtres tisseurs réalisent les pièces de soie dans lesquelles sont tissées les cravates. Pour satisfaire les exigences de Lanvin, il leur a fallu construire des métiers spéciaux. Il en sort une soie dont le tissage a atteint depuis longtemps la perfection. La regarder à la loupe est d'ailleurs intéressant. Selon le dessin, on peut y voir des fils d'or ou d'argent.

Mais aussi perfectionnés soient-ils, ces métiers ne travaillent que lentement. Et qui songerait que pour confectionner trois cravates, il faut près d'un mètre carré de soie ? Sans parler, bien sûr, de celle de la doublure.

Le côté d'un privilège

Chaque collection comportant une quinzaine de modèles, cela fait environ une cinquantaine de cravates différentes par an. Parmi elles a de fortes chances de se trouver, non pas celle qui plaît, mais celle que l'on aime. Et qu'à ce titre on n'hésiterait voir au cou de personne d'autre.

Pour quelques centaines de francs, c'est chose possible. Il suffit pour cela de se rendre rue du Faubourg Saint-Honoré et d'y acquiescer au rendez-vous des cinq ou six modèles qui s'y trouvent.

Cela peut sembler une opération onéreuse pour une cravate. Pas pour un privilège ; surtout celui-là.

Dans les ordres de la chevalerie, la « cravate » est un symbole de réussite. Mais en fond, chez Lanvin, est-ce tellement différent ? G.L.



Des ateliers où la notion du temps passé n'a jamais supplanté celle de qualité.

DIPLOMES DE LANGUES à usage professionnel

Tous ceux qui ont étudié une langue (anglais, allemand, italien, espagnol), quel que soit leur âge ou leur niveau d'instruction, ont intérêt à compléter leur qualification par une formation linguistique à usage professionnel sanctionnée par un de ces diplômes :

— Diplômes des Chambres de Commerce étrangères, compléments indispensables à toute formation pour accéder aux nombreux emplois bilingues du monde des affaires ;

— Brevets de Technicien Supérieur Traducteur commercial attestant une formation de spécialiste de la traduction et de l'interprétation ;

— Diplômes de l'Université de Cambridge (anglais) : carrières de l'information, tourisme, hôtellerie, etc.

Ces examens, qui peuvent se préparer dans le cadre de la formation professionnelle continue, ont lieu chaque année dans toute la France.

Ingénieurs, cadres, directeurs commerciaux, étudiants, secrétaires, représentants, techniciens, enseignants, sauront tirer profit de cette opportunité pour améliorer leur compétence.

Documentation gratuite n° 1334 sur ces diplômes, leur préparation et les débouchés offerts, sur demande à : Langues et Affaires (enseignement privé à distance), 33, rue Collange, 92103 Paris-Levallois. Tél. : 478-31-32.

R. LANTNER
Théorie
de la dominance
économique
Collection "Cournot"
DUNOD 120 F

éditions universitaires

Daniel Haber

L'EMPIRE DU
COMMERCE
LEVANT

39,95 F

كتاب في الاقتصاد

صكرا من الامل

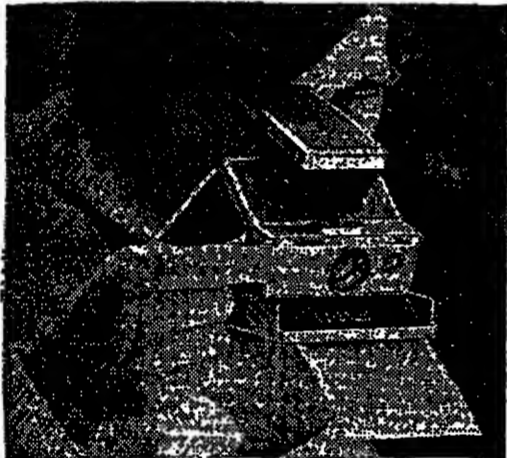
MONDE DE L'ECONOMIE

• • • LE MONDE — 22 octobre 1974 — Page 21

Polaroid Corporation, 1974 tous droits réservés. Polaroid est une marque de Polaroid Corporation, Cambridge, Mass, USA.

Polaroid invente le SX-70.

Oubliez tout ce que vous avez déjà vu dans le domaine de la photographie. Voici le SX-70.

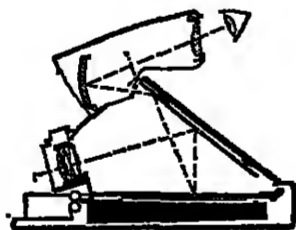


Appuyez sur le déclencheur et hop ! la photo en couleur sort toute seule de l'appareil.

On a du mal à imaginer les merveilles qu'il peut accomplir, et dire qu'il contient plus de 200 transistors ou qu'il est gainé de cuir ne suffit pas.

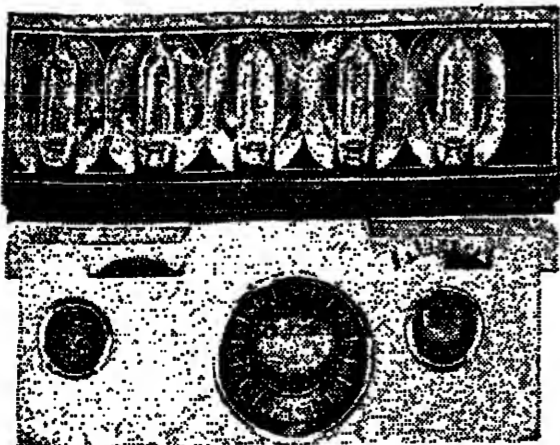
Car aussi extraordinaire que soit le SX-70, le plus important n'est pas ce qu'il peut faire mais ce que vous allez faire de lui.

Le SX-70 va éveiller vos sens et laisser libre cours à votre imagination.

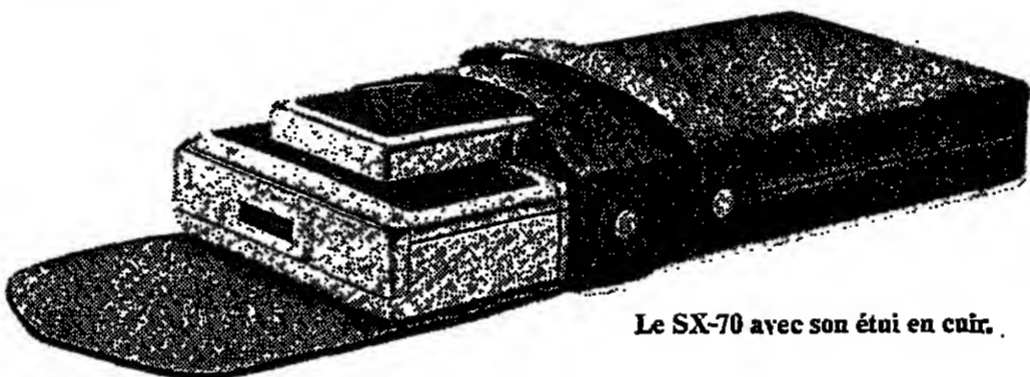


Ce que vous voyez dans le viseur c'est l'image telle qu'elle sera reproduite.

Chaque film de 10 vues contient une pile extra-plate, qui fournit à chaque chargement une énergie nouvelle.



La rampe de 10 lampes flash vous permet de prendre des photos en intérieur de 25 cm à 6 m et même plus.



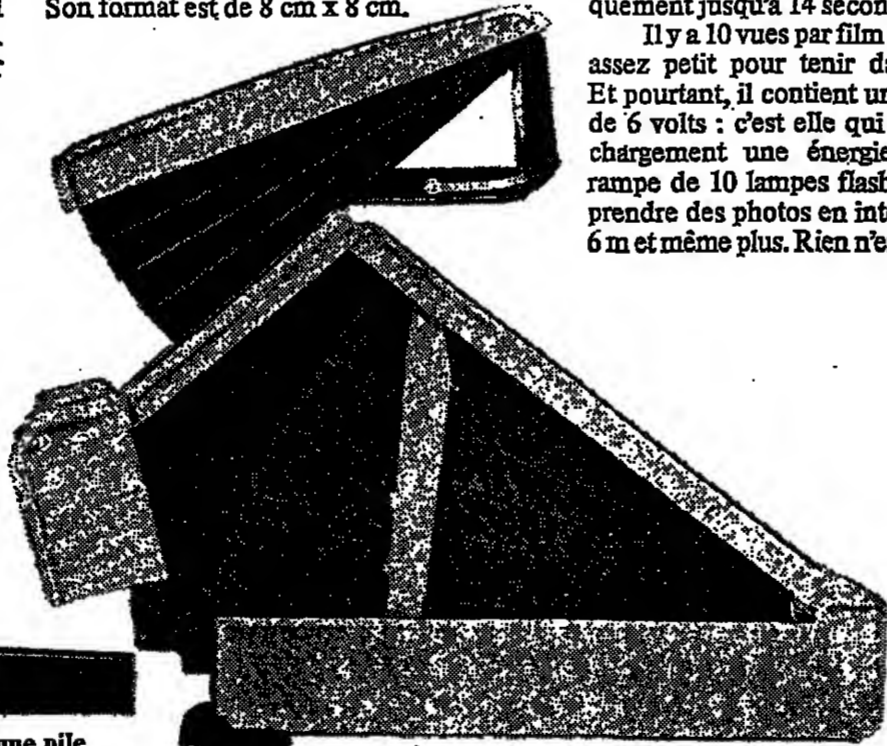
Le SX-70 avec son étui en cuir.

Maintenant, la photo dont vous avez envie, vous pouvez l'avoir presque tout de suite et elle sera d'un réalisme saisissant.

Moins de deux secondes après avoir appuyé sur le bouton rouge, hop ! la photo sort toute seule à l'avant de l'appareil et commence à se développer sous vos yeux.

Il n'y a rien à compter, rien à détacher, rien à jeter. Vous pouvez tout de suite la manipuler ou la mettre dans votre poche. Quand l'image apparaît, vous constatez qu'elle va devenir une photo couleur, comme vous n'en avez jamais vu.

Quelques minutes plus tard, le développement est terminé et la photo est d'une beauté éclatante. Elle est dure, sèche, brillante, plate et pratiquement indestructible. Son format est de 8 cm x 8 cm.



Quant au SX-70, il ne pèse que 680 g et mesure 2,5 cm x 10 cm x 18 cm. A l'intérieur, il y a plus de 200 transistors, un système complexe de miroirs fixes et pivotants et un moteur qui tourne à 12000 tours/mn. Cela pour saisir, photo après photo, chaque instant de votre vie.

Le SX-70 est un appareil reflex mono-objectif : ce que vous voyez dans le viseur, c'est l'image telle qu'elle sera reproduite. La mise au point va de 25 cm à l'infini.

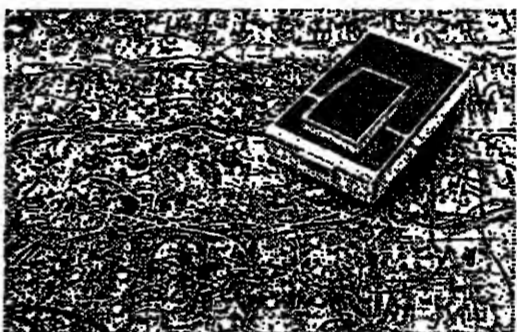
Vous pouvez prendre 10 photos les unes à la suite des autres toutes les secondes et demie pour décomposer les premiers pas d'un enfant par exemple.

Mais vous pouvez aussi faire des photos dont l'exposition sera contrôlée automatiquement jusqu'à 14 secondes.

Il y a 10 vues par film et chaque film est assez petit pour tenir dans votre poche. Et pourtant, il contient une pile extra-plate de 6 volts : c'est elle qui fournit à chaque chargement une énergie nouvelle. Une rampe de 10 lampes flash vous permet de prendre des photos en intérieur de 25 cm à 6 m et même plus. Rien n'est laissé au hasard.

Le SX-70 sélectionne électriquement la lampe flash à utiliser. Le décompte de vues, situé à l'arrière de l'appareil, empêche même le flash de fonctionner lorsque le film est terminé.

Pour des photos au flash, l'ouverture est réglée automatiquement en fonction de la mise au point et laisse entrer juste ce qu'il faut de lumière. Et en extérieur, sans flash, la cellule incorporée, couplée à l'obturateur, détermine la bonne ouverture et la vitesse d'obturation.

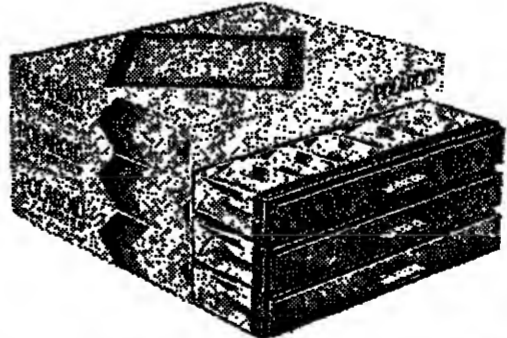


Le SX-70 est montré ici sur une petite partie de l'ensemble électronique d'origine.

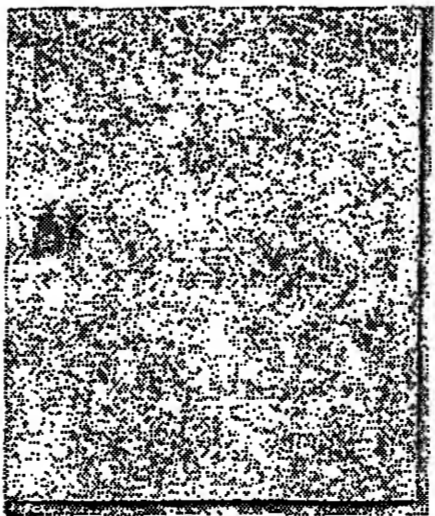
Les multiples innovations mécaniques, chimiques, optiques, électroniques n'ont qu'un but, vous libérer de toutes les contraintes de la photographie pour qu'il ne vous reste que l'acte créatif.

Avec le SX-70, ce qui n'était jusqu'à présent qu'une distraction ou un hobby devient une aventure passionnante.

Le SX-70 est disponible chez tous les négociants spécialistes Polaroid.



Tout ce qu'il faut pour prendre 30 photos au flash tient dans votre poche.



Quelques secondes après que vous avez pris votre photo en couleur, les premiers contours se dessinent.



Votre photo est déjà très belle, mais elle va devenir encore plus extraordinaire.



Votre photo couleur, quelques minutes plus tard, complètement développée.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Société Française de Produits Frais
offre un poste de

Directeur national des ventes

- Chargé de :
- l'animation, le contrôle et l'extension du réseau vente, agents commerciaux et exclusifs répartis sur la France entière ;
 - la responsabilité personnelle des principaux clients pour faire atteindre les objectifs prévus ;
 - devenir participant à la mise au point de la politique commerciale et des moyens promotionnels.

Lieu de résidence Paris

- Nous recherchons un candidat ayant :
- 30 ans minimum ;
 - une formation de base Ecole Supérieure de Commerce caractérisée par son expérience confirmée dans l'alimentation ;
 - solide homme de terrain accoutumé aux contacts commerciaux de haut niveau ;
 - connaissance des produits frais appréciée sans être indispensable ;
 - tempérament affirmé de vendeur ayant ambition de progresser et de réussir.

Adresser dossier de candidature sous réf. : OVIO (mentionné sur l'enveloppe), à

EMPLOIS et CARRIÈRES
30 rue Vernet 75008 PARIS

everitube

filiale de Saint-Gobain Industries
recherche pour ses Services
ETUDES ET DEVELOPPEMENT
AMIANTE - CIMENT - POLYESTER
et BOIS

**INGENIEUR
NOUVEAUX PRODUITS**
Centrale, A.M.,
Pont et Chaussées,
T.P. ou équivalent

Spécialiste technique et commercial des
familles Produits dont il a la charge
(étude de nouveaux produits : expé-
rimentation, réalisation - gestion de
produits catalogue). Il est en liaison
permanente avec les différentes Directions
de la Société (ventes - développement -
production).
2 à 10 ans d'exp. pratique du bâtiment
indispensable dont 2 à 4 ans de chantiers
ou bureaux techniques ou engineering.
Le dynamisme de notre Société ouvre de
larges perspectives d'avenir dans des
domaines variés pour un ingénieur
compétent.

Adresser C.V. détaillé
et prêt. sous No 121.260
30, rue de Mogador
75009 - PARIS

ASCINTER
Filiale Française
d'un Groupe Américain
N° 1 MONDIAL
DE L'ASCENSEUR
6.000 personnes
en France

**ADJOINT CHEF DE SERVICE
DE CONTROLE PRIX DE REVIENT-USE**

- Pour ses unités de production :
- de la région parisienne,
- de Gien dans le Loiret.
- Formation supérieure B.E.C. ou B.E.C.P. ;
- Débutants ou ayant quelques années d'ex-
périence ;
- Bonne connaissance de l'anglais ;
- Qualités de contacts et d'autorité naturelle ;
- Stage de formation et d'intégration d'environ
3 mois.

Adresser curriculum vitae détaillé et photo à
DIRECTION DES RECRUTEMENTS, 141, rue de Saussure - 75017 PARIS.

**IMPORTANT CONSTRUCTEUR
BRANCHE INFORMATIQUE**

recherche pour
étude et conception de matériel

**INGENIEUR
ELECTRONICIEN**

Ayant 3 à 4 ans d'expérience en informatique
et connaissant bien l'électronique et l'en-
registrement sur Périphériques Magnétiques.
Adresser candidature et C.V. n° 77.269, CONTEXSE
Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transm.

Société Multinationale située Banlieue Sud de
Paris, spécialisée dans le matériel de transport
roulier, recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL
Age minimum : 30 ans

Très bonne formation technique ou commerciale
connaissant parfaitement l'anglais ou l'allemand.

Env. lettre man., C.V. et prétentions, n° 7.799,
100, rue de Richelieu,
PUBLIFOP PARIS (2^e), qui transmettra.

COHERENT RADIATION

Société Internationale
spécialisée dans les LASERS
recherche
pour sa filiale française
(en voie de création)

**directeur
général**

- Ingénieur électronicien ou physicien.
- Plusieurs années d'expérience dans des
services techniques.
- Bonne formation commerciale.
- Excellent contact humain.
- Connaissance de l'ANGLAIS indispen-
sable.

La rémunération annuelle sera fonction
de l'expérience acquise.

Adresser C.V. en anglais + photo
sous référence 8457 à
ORGANISATION et PUBLICITE
2, rue Marengo 75001 Paris

Société Française (plus de 4.000 personnes)
à vocation technique
recherche

pour son Centre Industriel le plus important
(2500 personnes)

CHEF DU PERSONNEL

Directement rattaché au Directeur du Personnel
et des Relations Sociales, il est responsable de
l'administration du personnel :

- application de la réglementation
(congés payés, déplacements...)
 - organisation des élections des Délégués du
Personnel
 - problèmes médico-sociaux
 - retraites, Sécurité Sociale.
- Il a sous ses ordres un Service de 20 personnes
dont il assure l'animation et la coordination.
Sa fonction l'amène à avoir de nombreux
contacts avec l'ensemble des Responsables et
les membres du Personnel notamment les Re-
présentants Syndicaux.
- Le poste conviendrait à un Cadre de formation
supérieure de préférence, ayant environ 7 à 8
ans d'expérience d'administration du Personnel,
et un sens aigu des relations dans les contacts
à tous niveaux.

Adresser C.V. manuscrit et prétentions
PARFRANCE P.A. n° 3045
4, rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

Banque internationale PARIS

recherche pour son département

audit interne

INSPECTEURS

DIPLOMES ou NIVEAU :

- Enseignement supérieur (E.S.C...)
- Enseignement technique (Institut technique
de Banque, Brevet Professionnel de Banque).

LES CANDIDATS AURONT POUR MISSION :

- d'évaluer et de définir toutes règles de
contrôle
- d'assurer la régularité des procédures
sur le plan des réglementations locales
et internes.

Une bonne connaissance de la langue
anglaise sera appréciée.

Quelques voyages sont à envisager.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à
No 77316 CONTEXSE PUBLICITE - 20, av.
Opéra - 75002 PARIS CEDEX 01, qui tr.

Cincom Systems leader dans le monde des systèmes de gestion de bases de données et de télétransmission

TOTAL, de Cincom Systems, est le système de gestion de bases de données le plus utilisé
en Amérique du Nord.

TOTAL est aussi le système qui a reçu le plus des recommandations d'organismes, tels
que GUIDE-SHARE ou CODASYL Data Base Task Group.

Le moniteur de télétransmission, commercialisé par CINCOM SYSTEMS, ENVIRON 1, est
actuellement le plus performant sur le marché. C'est une nouveauté pour faire face aux demandes
croissantes pour nos produits, les équipes d'IBM, plus de 700 utilisateurs dans le monde qui nous
recherchent :

Ingénieurs Commerciaux

Bases à PARIS, ils auront une connaissance approfondie du Hardware et du Software
IBM. Une formation complète sur nos produits leur sera donnée.

Nombreux déplacements en France et en Europe.

Rémunération importante et promotion basée sur les résultats.

Ingénieurs Systèmes

Bases à PARIS, ils seront diplômés de l'Enseignement Supérieur et auront une
expérience du Soft de DATA BASE DATA COMMUNICATIONS.

Nombreux déplacements en France et en Europe.

Rémunération importante - primes en fonction des réalisations.

Analystes Programmeurs

Bases à PARIS, ils auront une connaissance approfondie du Hardware et du Software
IBM, et si possible ASSEMBLEUR IBM.

Nombreux déplacements en France et en Europe.

Rémunération intéressante + primes en fonction des réalisations.

Pour tous ces postes, la parfaite connaissance de l'ANGLAIS est indispensable.

Envoyer curriculum vitae manuscrit, photo et prétentions à :

Cincom Systems International S.A.
We create efficiency.

Tout intéressé s'adresser à : 33, av. de la Maine 75008 Paris Cedex 15.
Tél. : 330-14-07.
Bureaux à Londres, Bruxelles, Turin, Stockholm et aux U.S.A.

ingénieurs

ESE, IEG, INSA

Docteurs 3^e cycle en électronique

Vous avez une expérience (2, 3 années) en

- électronique rapide
- micro-programmation

Vous devez travailler à la conception de
machines programmées pour applications
industrielles (contrôle de processus) au sein
d'un département en conception, création
récente de l'un des premiers constructeurs
français de matériel électronique et électronique.
Ecrire sous réf. 60.100/ME à EUREQUIP.

EUREQUIP
40, av. des Présidents Wilson, 75126 Paris

EXPORTATION

Importante Société exportant matériel industriel

vers Moyen-Orient et Extrême-Orient cherche pour
compléter son équipe de vente dans ces pays
un ingénieur ou technico-commercial
ayant acquis à l'étranger au minimum un an
d'expérience de vente sur place de véhicules de
transport, d'énergie de T.P. ou d'équipements
industriels.

Indispensable parler couramment anglais et
voyager presque continuellement.

Espace de travail banlieue SUD PARIS.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + prêt. n° 78.028,
CONTEXSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er} q. tr.

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE

Région : Parisienne

Secteur AUDIOVISUEL

recherche d'URGENCE

CHEF

des SERVICES COMPTABLES

Le candidat retenu devra :

- présenter une expérience d'au moins 5 ans dans
un poste similaire ;
- avoir une connaissance écrite de l'anglais et
des notions générales d'informatique ;
- avoir le sens du commandement (10 personnes)
et du contact humain.

Ecrire avec C.V. et photo à n° 78.227, CONTEXSE
Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er} qui transmettra.

EXPORTATION

Le département Export d'une société de construction

de matériels de génie civil, basée à Paris, recherche un

Jeune Commercial Export pour lui confier la

responsabilité complète de l'un de ses secteurs
géographiques.

Mission : prospection, vente directe, animation du
réseau d'agents et recherche de nouveaux agents.

C'est donc un homme d'action travaillant 50 % sur
le terrain, qui doit avoir une administration rigoureuse
qui sait tout les détails (contrats, transferts, etc.). La
poste convient à un homme jeune, passionné par
l'exportation et la connaissance des pays étrangers,
susceptible de très bien maîtriser l'aspect administratif
de la fonction, et possédant parfaitement l'anglais.

Les personnes intéressées sont priées d'adresser leur
candidature sous réf. 66 M à M. Chamblin - 60, rue
de Doctor Reus - 92400 St Ouen.

GRUPE CHIMIQUE INTERNATIONAL

recherche pour son Service

ETUDES ET DEVELOPPEMENT

DE MARCHES :

UN CHARGÉ D'ETUDES

TECHNICO-ECONOMIQUES

Formation économique ou technique supérieure.

Très bonne maîtrise de la langue anglaise, et
si possible allemande.

Il aura la double responsabilité de réaliser des
études de marchés, et de développer sur le
terrain en liaison avec les services commer-
ciaux des actions de promotion tant en France
qu'à l'étranger.

Bureaux à Paris, mais déplacements fréquents.

Position CADRE.

Env. C.V. détaillé avec photo et prêt. à n° 77.526,
CONTEXSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

CENTRE INFORMATIQUE DU 15^e arrdt

EQUIPE D'UN H.B. 6.000

BATCH-TELETRAITEMENT

recherche

PROGRAMMEURS

Cobol

1 an de pratique minimum

- Atteintes sociales.
- Esprit d'entreprise.
- Horaires flexibles.

Envoyer C.V. sous n° 46528 à BLEU Publicité,
17, rue Labat - 94300 VINCENNES, qui transmettra.

صلى الله عليه وسلم

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

TRANSPORTS

Un budget de 500 millions de francs en 1975

Les ports français s'équipent pour le trafic par conteneurs

Le budget de l'Etat pour 1975, au titre des travaux d'infrastructure dans les ports maritimes de commerce, devrait être, s'il est approuvé par le Parlement, de 488 millions de francs. Par rapport à l'enveloppe de 1974 (428 millions de francs d'autorisations de programme), la progression approche 15 %. Environ 80 % des crédits devraient être affectés aux six grands ports autonomes métropolitains.

Comme en 1974, l'essentiel des travaux concerne la continuation ou l'achèvement des « coups par » à dont la réalisation aura exigé trois à cinq ans. Il s'agit des infrastructures « lourdes » : creusement des chenaux d'accès dans la Gironde, avant-port de Dunkerque, grandes formes de réparation navale de Marseille, par exemple, mais les responsables du ministère de l'équipement souhaitent désormais qu'une nouvelle orientation soit donnée à la politique portuaire. Dans ce but, il sera demandé aux différents établissements de jouer « avec conviction » la carte des marchandises diverses (celles qui sont transportées notamment par les navires rapides porte-conteneurs), plutôt que le pétrole ou les minerais qui sont des produits moins générateurs de valeur ajoutée pour le commerce extérieur.

Mais pour que cette carte soit jouée avec toute l'efficacité souhaitable, et pour que les exportations à ces concurrents étrangers, en état d'infériorité, la conjoncture actuelle est pour quelque chose dans cette situation critique, mais aussi l'armement de la profession. Plusieurs entreprises françaises de ce secteur, et non des moindres, ont été rachetées par des groupes de transit étrangers (britanniques, hollandais ou suisses). D'autres sociétés ont déposé leur bilan ou connaissent de graves difficultés financières. Un groupe de travail interministériel a proposé deux mesures pour tenter de mettre au point une politique plus dynamique dans ce domaine.

Dans chacun des grands ports autonomes français, toutefois, la part des travaux réservée à l'amélioration du trafic par conteneurs en 1975 sera importante.

● DUNKERQUE : 115 millions de francs d'autorisations de programme sur le budget de l'Etat. Sur ce total, une centaine de millions de francs seront consacrés à des travaux de l'avant-port accessible aux navires de 200 000 à 300 000 tonnes, et une quinzaine de millions seront consacrés à l'aménagement de quais dans le futur « port-rapide » réservé aux navires porte-conteneurs et aux bateaux embarquant directement des camions et des remorques.

En outre, le port autonome consacra sur son propre budget 38 millions de francs aux travaux d'infrastructure.

● LE HAVRE : 100 millions de francs sur le budget de l'Etat. La moitié de cette somme permettra de continuer les travaux du port pétrolier d'Anfler. Une trentaine de millions de francs sont réservés à la modernisation des quais à conteneurs et à marchandises diverses.

Le propre budget d'équipement du port autonome est, en outre, de 107 millions de francs.

● ROUEN : 30 millions de francs sur le budget de l'Etat pour l'entretien et l'approfondissement du chenal de la Seine et l'amélioration des quais du bassin de Quevilly où le trafic par conteneurs se développe, notamment vers la côte occidentale d'Afrique.

Budget du port autonome : 10 millions de francs.

● NANTES-SAINTE-NAZAIRE : 14,5 millions de tonnes sur le budget de l'Etat, dont 10,5 pour l'amélioration des accès et 4 millions pour les quais à Cheviré, sur la rive sud de la Loire, près de Nantes.

Budget du port autonome : 5 millions de francs.

● BORDEAUX : 30 millions de francs sur le budget de l'Etat, dont 10 millions pour les travaux du site du Verdon, en aval de l'estuaire de la Gironde. La mise en valeur de cet avant-port de Bordeaux exigera en outre le renforcement de la desserte routière à travers la région du Médoc.

Dépenses du port autonome : 12 millions de francs.

● MARSEILLE-FOS : 80 millions de francs sur le budget de l'Etat. Il s'agit d'achever les travaux de la cale de réparation navale pour très grands navires, d'allonger les quais à conteneurs à Fos, de lancer les travaux d'un quatrième poste pétrolier à Fos pour les navires de 80 000 à 130 000 tonnes, capables de traverser le canal de Suez lorsqu'il sera réouvert. Seront engagés aussi les premiers travaux de construction d'une station de déballage et de dégazage des pétroliers, le prix d'une telle station est d'environ 15 millions de francs.

Le budget propre du port autonome atteint 34 millions de francs.

Commerce extérieur

L'Etat prévoit en outre de lancer des travaux dans certains ports d'importance moyenne avec la participation financière des chambres de commerce et d'industrie. Ainsi à La Rochelle sera construit un appontement pour la réception des produits pétroliers raffinés à Sète — qui va ouvrir une ligne pour passagers et véhicules vers Tanger, — de nouveaux bassins seront aménagés à Brest, des crédits sont prévus pour la réparation navale et l'extension des terre-pleins du port de commerce.

La direction des ports maritimes dispose enfin d'une enveloppe d'une cinquantaine de millions de francs qui ne sont pas encore affectés.

A l'ensemble de ces moyens financiers provenant de l'Etat, des ports autonomes ou des chambres de commerce, s'ajoutera le produit d'un emprunt de 200 millions de francs sur vingt ans, au taux de 11,5 %, qui a été lancé le mardi 15 octobre par un pool bancaire dirigé par le Crédit lyonnais.

Quand on se souvient que l'Etat vient de décider d'accorder aux armateurs français, au titre du plan de croissance, 1 milliard de francs de subventions entre 1974 et 1980, on constate que les transports maritimes tirent assez bien leur épingle du jeu, dans un climat général plutôt maussade. Le commerce extérieur devrait se trouver stimulé à condition que toutes les industries et toutes les professions s'engagent à s'investir dans l'aventure exportatrice.

FRANÇOIS GROSCHARD.

A PROPOS DE...

Une banque espagnole à Perpignan

LE FRONT DES PYRÉNÉES

La Banque catalane de développement, banque d'affaires de droit français à capitaux espagnols (capital 20 millions de francs), vient de s'installer à Perpignan.

Il s'agit là d'un événement important pour l'avenir économique des Pyrénées-Orientales, qui cherchent à attirer sur leur sol les industries espagnoles. La Banque catalane de développement appartient à un groupe comprenant la Banco catalana de Desarrollo, à Barcelone, la Banco de Madrid, à Madrid, The Bank of Marseilles, en Floride (Etats-Unis), la Banque pour le commerce et le financement (BANCOFIN) à Lausanne. Elle a pour objectif principal de favoriser l'installation en France, et en particulier dans le Roussillon, des industries espagnoles en leur fournissant l'appui technique, commercial et financier de la Banco catalana de Desarrollo, qui depuis dix ans a participé à la création de plus de cinquante sociétés.

La pugnacité des provinces espagnoles à l'est et à l'ouest des Pyrénées et la relative faiblesse des régions françaises qui leur font face inquiètent à juste titre, les responsables de l'aménagement du territoire, qui pensent qu'un des fronts les plus chauds de la compétition industrielle dans le marché commun se trouve sur cette frontière.

District parisien

Le débat sur le statut de la capitale est ouvert

La commission consultative sur le statut de Paris, qui comprenait des élus et des fonctionnaires et s'est réunie durant quatre séances sous la présidence de M. Roland Maspétiol, conseiller d'Etat, a achevé ses travaux. Le gouvernement doit maintenant mettre au point un projet de statut qui sera soumis au Conseil de Paris pendant la deuxième semaine de novembre au cours d'une session extraordinaire puis au Parlement, vraisemblablement avant la fin de l'année.

On s'orienterait vers la mise en place d'un maire élu pour trois ans par l'assemblée parisienne et doté de pouvoirs plus importants. Cent vingt conseillers seraient élus au lieu de quatre-vingt-trois actuellement. Les maires de chaque arrondissement auraient un rôle accru. Des services administratifs plus nombreux y seraient

décentralisés et les élus y siègeraient plus régulièrement.

On peut craindre que ces discussions sur le statut de la capitale, quel que soit leur intérêt, n'apparaissent pour beaucoup comme des querelles d'experts se déroulant hors de l'intérêt des Parisiens. Ceux-ci ne connaissent pas leur maire d'arrondissement, méconnaissent l'Hôtel de Ville et ce qui s'y dit et fait. L'histoire du statut de la capitale explique pour partie la disparition de ce « civisme parisien » qui s'exprime en revanche hors des instances officielles, dans les multiples associations de quartier ou d'arrondissement, où sont examinées et prises en charge les vraies préoccupations des habitants de la capitale. Il y a là un phénomène récent, de plus en plus marquant et dont on aurait tort de ne pas tenir compte.

Le souvenir d'Hausmann

Pourra-t-on bientôt oublier la phase du baron Haussmann dans laquelle « la capitale appartenait au gouvernement » ? Pour l'instant, Paris est à la fois une ville, un département et une capitale. La loi du 10 juillet 1964 portant réorganisation de la région parisienne et créant le District de Paris et le projet de loi « La Ville de Paris est une collectivité territoriale à statut particulier ayant des compétences de nature communale et départementale ». L'article 5 confirme le poids de la tutelle sur la ville de la région parisienne. Le projet de loi « La Ville de Paris est une collectivité territoriale à statut particulier ayant des compétences de nature communale et départementale ». L'article 5 confirme le poids de la tutelle sur la ville de la région parisienne.

En fait, Paris vit encore dans le souvenir des sanglantes journées de la Commune de 1871. A un point tel qu'un ancien rapporteur du budget de la ville, M. Alain Vaillant, a pu écrire : « Les Parisiens entrés dans Paris n'en sont jamais sortis ». La complexité des rapports entre la cité et l'Etat éloigne d'autre part les Parisiens de l'Hôtel de Ville, la

maison commune. Leur participation à la vie municipale, faute de savoir exactement qui commande, qui prend les décisions, est pratiquement nulle. La mairie d'arrondissement, avec son maire et ses maires adjoints nommés par le gouvernement, n'a aucun pouvoir.

Les pouvoirs publics ont toujours hésité à rendre à Paris sa liberté en prétendant que cette ville était le siège du gouvernement. Mais, en 1974, peut-on encore soutenir qu'un quelconque arrondissement menace davantage le pouvoir central que Neuilly, Vanves, Vincennes ou quelque autre commune de la banlieue ?

Les conseillers de Paris tiennent toutefois certains atouts : ils peuvent refuser le budget ou les « mémoires » qui leur sont soumis. Par leurs votes, ils acceptent ou ils refusent les propositions du préfet, représentant du gouvernement. Ce qui explique que l'assemblée parisienne soit souvent motivée dans ses décisions par des considérations politiques.

Ainsi les élus de la majorité conformément aux vœux du gouvernement ont pu approuver dans un premier temps le projet de vote exprimé par la gauche pour l'enterrer, par un autre vote, quelques mois plus tard.

FAITS ET PROJETS

District parisien

UN NOUVEAU POS POUR PARIS.

Une commission associant les élus parisiens, les représentants de la préfecture de Paris et des fonctionnaires devra préparer un nouveau plan d'occupation des sols pour la capitale qui sera soumis au Conseil de Paris et dont les grandes lignes seront rendues publiques avant la fin de l'année.

Cette décision a été prise le 18 octobre conformément aux instructions que M. Valéry Giscard d'Estaing avait données à M. Chirac dans une lettre qu'il lui avait adressée le 17 septembre dernier.

● COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LE PERMIS DE CONSTRUCTION. — Les députés ont, le 18 octobre, décidé de créer une commission chargée d'examiner les conditions de délivrance de certains permis de construire ou de démolir dans les secteurs sauvegardés de Paris.

● LE DEVIS DE L'OPÉRATION DES HALLES. — Selon le mémoire sur l'aménagement des Halles, rendu public le 18 octobre par M. Jean Verdier, préfet de Paris, l'opération coûtera 270 millions de francs. Primitivement, la participation de

l'Etat était de 50 millions de francs et elle passe à 104 millions (dont 27 au budget de l'Etat). Quant à la ville, il lui est demandé d'assurer un supplément de subvention de 46 millions de francs qui s'ajoute à la subvention de 60 millions prévue auparavant soit 106 millions de francs.

Environnement

● L'ALSACE ET LE « NUCLEAIRE ». — Quatre-vingt médecins et pharmaciens d'Alsace protestent contre l'installation sur le camp militaire d'Oberhoffen (Bas-Rhin) d'une batterie atomique Pluton. Ces fusées, montées sur des chars, mais dont seule la tête est nucléaire, peuvent, selon ces médecins, entraîner de graves conséquences pour la population.

● LE « MUTSU » AU PORT. — Le Mutsu, le premier cargo nippon à propulsion atomique, qui parce que des fuites avaient été décelées dans son réacteur, était rejeté par tous les ports devant lesquels il se présentait, a finalement regagné son port d'attache.

Pêche

● SARDINES A LA MER. — Les pêcheurs marseillais ont, le 19 octobre, rejeté à la mer

ou déversé sur les quais plusieurs tonnes de sardines qui avaient été trouvées pourries malgré des prix de braderie : 2 F pour un plateau de 6 kilos. Les responsables syndicaux insistent sur la gravité de la situation : la pêche s'annonce excellente, les prix risquent de s'effondrer encore, les pêcheurs de se fâcher.

Urbanisme

● LES « JACOBINS » RESTAURÉS. — M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, a présidé, le 20 octobre, à Toulouse, les cérémonies marquant la fin des travaux de restauration du couvent et de l'église des Jacobins. Il a fallu plus de quatre-vingts ans pour réparer les dégâts causés par l'armée à ce chef-d'œuvre gothique en brique rose. Les reliques de saint Thomas d'Aquin y seront transférées ce lundi. — (Corresp.)

Pour défendre MERLIN.

Le conseil municipal de Moutiers-en-Retz (Loire-Atlantique) a émis, dimanche 20 octobre, pour protester contre la décision du préfet de région d'interdire la création d'un lotissement, de la société Merlin sur un territoire particulièrement pittoresque et vulnérable de la commune.

Vous pouvez réserver des chambres, à 5 minutes de la porte de Versailles, pour ce soir

Sheraton Montparnasse 260.35.11.



Paris-Sheraton Hotel

سوق المال

LES MARCHÉS FINANCIERS

EURO-OBLIGATIONS

La baisse des taux à court terme relance le marché

GENÈVE. — La poursuite de la baisse des taux à court terme, et sur Euro-Obli, que sur l'euro-marché, a entraîné une relance du marché des obligations à court terme. Les investisseurs ont réagi favorablement à la baisse des taux, et ont commencé à acheter des obligations à court terme. Cette tendance a été renforcée par la baisse des taux à court terme, qui a entraîné une relance du marché des obligations à court terme. Les investisseurs ont réagi favorablement à la baisse des taux, et ont commencé à acheter des obligations à court terme. Cette tendance a été renforcée par la baisse des taux à court terme, qui a entraîné une relance du marché des obligations à court terme.

LONDRES

Indice des obligations à court terme. Les investisseurs ont réagi favorablement à la baisse des taux, et ont commencé à acheter des obligations à court terme. Cette tendance a été renforcée par la baisse des taux à court terme, qui a entraîné une relance du marché des obligations à court terme.

B. A. L. O.

Le BALO du 21 octobre 1974 publie notamment les insertions suivantes : Société d'assurance d'entreprises. Augmentation du capital de 40 millions à 46 millions 500 000 F par incorporation de réserves et adjonction de 130 000 actions nouvelles (jouissance 1^{er} janvier 1975), qui seront réparties gratuitement à concurrence de 100 000 actions nouvelles (une action nouvelle pour huit anciennes), à concurrence de 30 000 au personnel de la société et de ses filiales.

INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 = 22 déc. 1973.)

Indice général	17 oct. 18 oct.
Valeurs françaises	68 68,1
Valeurs étrangères	73,3 74,8

COUS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen) : 239 15 239 42

MARCHE MONÉTAIRE

Effets publics : 11 7/8 %
Moyen terme : 11 7/8 %

BOURSE DE PARIS — 18 OCTOBRE — COMPTANT

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcatel	217 50	217 50	Alcatel	217 50	217 50
Alcatel	217 50	217 50	Alcatel	217 50	217 50
Alcatel	217 50	217 50	Alcatel	217 50	217 50
Alcatel	217 50	217 50	Alcatel	217 50	217 50

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcatel	217 50	217 50	Alcatel	217 50	217 50
Alcatel	217 50	217 50	Alcatel	217 50	217 50
Alcatel	217 50	217 50	Alcatel	217 50	217 50
Alcatel	217 50	217 50	Alcatel	217 50	217 50

MARCHE A TERME

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcatel	217 50	217 50	Alcatel	217 50	217 50
Alcatel	217 50	217 50	Alcatel	217 50	217 50
Alcatel	217 50	217 50	Alcatel	217 50	217 50
Alcatel	217 50	217 50	Alcatel	217 50	217 50

COTE DES CHANGES

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcatel	217 50	217 50	Alcatel	217 50	217 50
Alcatel	217 50	217 50	Alcatel	217 50	217 50
Alcatel	217 50	217 50	Alcatel	217 50	217 50
Alcatel	217 50	217 50	Alcatel	217 50	217 50

MARCHE LIBRE DE L'OR

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcatel	217 50	217 50	Alcatel	217 50	217 50
Alcatel	217 50	217 50	Alcatel	217 50	217 50
Alcatel	217 50	217 50	Alcatel	217 50	217 50
Alcatel	217 50	217 50	Alcatel	217 50	217 50

